

BELGIQUE - BELGIE
P.P.
1000 BRUXELLES 1
1/1836

BUREAU DE DEPOT
BRUXELLES 1

Echos du COTA

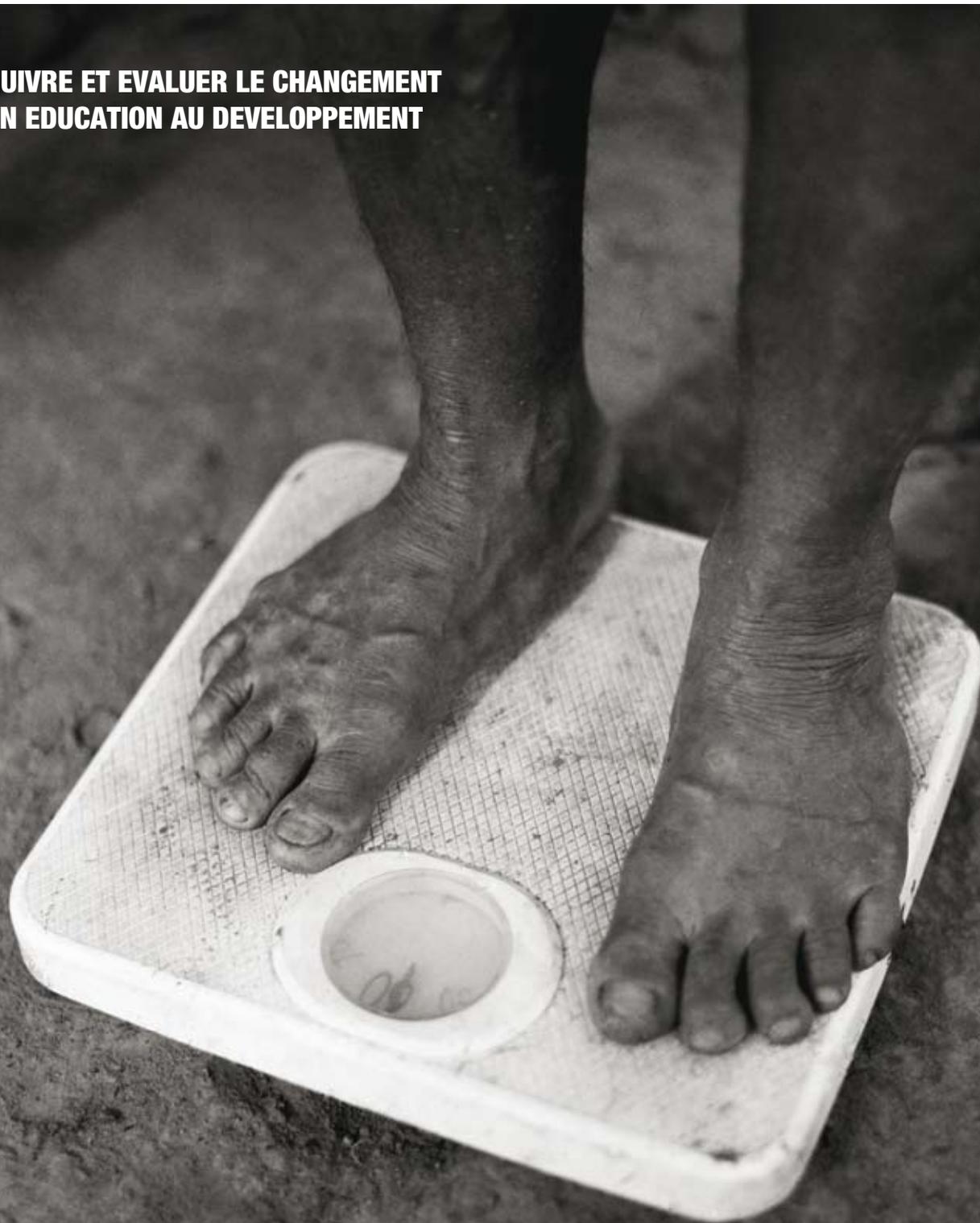
BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION DU COTA ASBL

**SUIVRE ET EVALUER LE CHANGEMENT
EN EDUCATION AU DEVELOPPEMENT**

SEPTEMBRE 2009

ISSN : 0773-5510 | COTA asbl 7, rue de la Révolution 1000 Bruxelles | 3€

ECRIT PERIODIQUE | AUTORISATION DE FERMETURE 1000 BRUXELLES 1 | 1-1/2340 | IMPRIMÉ À TAXE RÉDUITE



éditorial

EDITEUR RESPONSABLE COLETTE ACHEROY
7 RUE DE LA REVOLUTION 1000 BRUXELLES
BELGIQUE

RÉDACTION STEPHANE BOULC'H
[STEPHANE.BOULCH@COTA.BE]

GESTION DES ABONNEMENTS ROSE MARTINEZ
[ROSE.MARTINEZ@COTA.BE]

GRAPHISME FREDERIC PIRON
[FREDERIC.PIRON@COTA.BE]

PHOTO DE COUVERTURE STEPHAN VANFLETEREN /
PANOS PICTURES

FORMULES D'ABONNEMENT

ANNUEL : 10 € [4 NUMEROS]
ANNUEL PARRAINÉ : 7 € [4 NUMEROS]
PRIX AU NUMERO : 3 €

POUR LES ÉCHANGES DE PUBLICATIONS,
VEUILLEZ CONTACTER LA RÉDACTION

COORDONÉES BANCAIRES

DEXIA BD PACHECO 1000 BRUXELLES
SWIFT-BIC : GKCCBEBB
IBAN : BE730682 1270 4960
068-2127049-60

POUR LE PAYEMENT À L'ÉTRANGER, NE PAS
ENVOYER DE CHÈQUE, MAIS UTILISER LE MANDAT
POSTAL INTERNATIONAL OU LE VIREMENT DE COMPTE
À COMPTE (FRAIS À VOTRE CHARGE)

COTA ASBL

7 RUE DE LA REVOLUTION
1000 BRUXELLES
BELGIQUE
TÉL. : 00 32 [0]2 218 18 96
FAX. : 00 32 [0]2 223 14 95
INFO@COTA.BE // WWW.COTA.BE

D'autres sons de cloches

Le COTA s'est vu récemment confier par la Fédération franco-phonie et germanophone des associations de coopération au développement (ACODEV) un travail de capitalisation des pratiques d'évaluation en éducation au développement. Il a pu constater à cette occasion qu'en Belgique, la pertinence de chercher à suivre ou évaluer le changement était très débattue dans ce domaine d'activité, voire parfois même contestée.

Il nous semblait intéressant de profiter de cette opportunité pour consacrer un numéro spécifique à cette question. Loin de nous l'idée de chercher à adopter une position tranchée dans le débat. Ces pages ont plutôt pour vocation de mettre en évidence certains aspects du problème à travers l'expression de sensibilités diverses. Si la majorité des témoignages sont étrangers, ce n'est donc pas forcément parce que leur éclairage est meilleur ou leur point de vue mieux avisé. Les textes ne sont d'ailleurs pas non plus représentatifs de la façon dont les praticiens des pays des contributeurs abordent les difficultés de l'évaluation en ED. Ce numéro entend simplement témoigner d'autres expériences...

Ce numéro a été réalisé avec la participation de
Bertrand Arribe, stagiaire au COTA

» sommaire

- 3 **CONCEVOIR UNE ACTION D'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT SUR BASE DES CHANGEMENTS ATTENDUS** (H. HADJAJ)
- 6 **FICHE-OUTILS**
- 7 **INFLUENCER L'INTIME. LA VISION DU CHANGEMENT DE COMPORTEMENT CHEZ HUMANOPOLE**
- 12 **LE COTA CE TRIMESTRE**
- 13 **PLANIFIER L'ÉVALUATION DU PLAIDOYER : LECONS TIRÉES DE L'EXPERIENCE DES PROJETS KIDS COUNT** (J. REISMAN, A. GIENAPP, S. STACHOVIK, T. KELLY)
- 17 **LETTRES VIDEOS : OUTILS D'APPROPRIATION DE LA PREVENTION EN FRANCE ET AU MALI** (B. BERTINI, D. MECHALI)
- 23 **COURIR APRES LE CHANGEMENT. LE CHEMINEMENT DU COTA** (S. BOULC'H)
- 28 **SUR LE THEME DU TRIMESTRE...**
- 30 **NOUVEAUTES EN BIBLIOTHEQUE**
- 33 **PERIODIQUES**
- 33 **FORMATIONS**
- 34 **ACTUALITES**



Photo : Humanopole

Concevoir une action d'éducation au développement sur base des changements attendus*

*Hédia Hadjaj**

Dans la majorité des cas, les actions cherchent à produire des changements, qu'ils se situent à court (résultats), à moyen (effets) ou à long terme (impact). Mais cette préoccupation annoncée est-elle toujours suffisamment prise en compte dans leur conception et leur mise en œuvre ? Quelques principes de base pour déconstruire une action d'éducation au développement (ED) sur base de la notion de changement...

La référence à la recherche de changements est explicite dans le référentiel "Education au développement" élaboré en 2005 par le Groupe sectoriel ED de la fédération d'ONG francophones et germanophones de Belgique (ACODEV). Celui-ci définit les finalités de l'Education au développement en ces termes : "Face à l'inégale répartition des richesses dans le monde, en particulier entre le Nord et le Sud, l'ED est un processus qui vise à provoquer des changements de valeurs et d'attitudes sur les plans individuel et collectif en vue d'un monde plus juste, dans lequel ressources et pouvoir sont équitablement répartis dans le respect de la dignité humaine."

Réfléchir au changement

D'une manière plus générale, les changements attendus dans le cadre d'une action de développement peuvent être de différents ordres :

- des changements d'état (les conditions de vie des gens, l'environnement), le bien-être des populations...
- des changements de "comportement" (au sens large) des individus, groupes, institutions...

Le plus souvent, c'est le deuxième registre qui sert de mire aux initiatives d'éducation au développement.

Les changements, identifiés dans la phase de planification d'une action, sont évidemment positifs et attendus. Des stratégies sont prévues, ou à imaginer en cours de route pour limiter les changements négatifs et indésirables.

Les changements attendus autour d'une même

action dépendent des perspectives d'acteurs. A partir d'une même action d'éducation, des professeurs d'école impliqués peuvent avoir des attentes de changements qui diffèrent des attentes d'une ONG d'éducation au développement.

Plus on s'éloigne dans cette chaîne de résultats (action -> résultat -> effet -> impact), plus la responsabilité dans l'obtention des changements est portée par les acteurs locaux (les professeurs qui utilisent les valises pédagogiques pour reprendre l'exemple du milieu scolaire).

Il est donc nécessaire de considérer ces acteurs dans la définition des changements possibles.

En tenant compte d'une réalité plus complexe et multidimensionnelle...

La réflexion précédente s'appuie sur une approche certes très linéaire de la réalité, mais elle n'en reste pas moins intéressante en termes de modélisation d'une réalité plus complexe.

Les changements ne sont pas linéaires, et ne font pas nécessairement suite aux résultats. Ils découlent d'une myriade de facteurs combinés. Un changement peut être soudain, non continu, imprévisible. La linéarité du cadre logique est impuissante à traduire cette complexité. D'autant que des moyens semblables ne produisent pas forcément les mêmes changements en fonction de la période ou du contexte.

A partir d'une déconstruction des attentes de changement des acteurs impliqués

Au lieu de partir d'un arbre à problème ou de la définition d'activités, il peut être intéressant/nécessaire de partir des attentes de changement des acteurs. Les questionnements suivants peuvent nous aider de déconstruction et clarifier les changements attendus au travers d'une action d'éducation au développement afin de les garder comme ligne de mire.

1- Pour y parvenir, il est indispensable de commencer par se demander quels sont les

acteurs clés de l'intervention (ONG, bailleurs, publics cibles, partenaires, écoles, universités, professeurs, chercheurs, entreprises, institutions impliquées...). Chaque acteur est porteur d'attentes en termes de changement (modèles de changements). Ces attentes, parfois contradictoires, influencent dans une certaine mesure les changements finaux d'une intervention.

2- Quels sont les modèles de changements escomptés qui ont influencé la conception de l'intervention

Il s'agit des hypothèses faites sur les changements escomptés. Ces hypothèses renvoient à nos conceptions et aux modèles théoriques que nous portons sur les notions de solidarité, de développement, d'éducation, d'enseignement, de communication, de société civile, sur le lien entre le comportement individuel / collectif et le développement du Sud, etc.

Par exemple :

- Qu'entendons-nous par "pauvreté"? La notion est-elle liée à des inégalités structurelles d'accès aux ressources ou à une simple question de moyens (capacités, financement) ? Est-elle économique?...
- Qu'entendons-nous par "développement" ? Le développement est-il exclusivement économique et technique ?

Les réponses peuvent varier d'un acteur à l'autre. La clarification de ces cadres conceptuels et théoriques permet d'identifier les grandes aires de changements sur lesquelles nous souhaitons agir.

3- Quels sont les cadres théoriques conscients ou non qui se "cachent" derrière les interventions d'ED?

Ces cadres théoriques sont-ils débattus avec les acteurs qui interviennent dans l'action?

Quels sont les changements que ceux-ci supposent sur les publics cibles?

Si le programme est cohérent avec ces cadres, on détermine plus "aisément" les grands domai-

nes de changements que nous visons avec une intervention donnée.

4- Quelles sont les domaines de changements ?

Les domaines de changements sont des champs dans lesquels on s'attend à observer des changements.

Exemple: en considérant les "comportements", il peut s'agir de comportements (ou représentations/ attitudes) sociaux, économiques, dans le domaine du genre, de l'environnement ...

Les domaines de changements sont précisés avec la clarification des hypothèses de changement.

Leur niveau de précision dépend du type de projet, de son niveau d'intervention, de ses objectifs.

5- Quels sont les effets ou changements attendus

Pour chaque domaine de changements, on définit les effets attendus et, de là, éventuellement des indicateurs.

Les effets peuvent être nombreux. Il s'agit de retenir ceux qui sont les plus porteurs d'impact selon la perspective retenue (significatifs, durables, viables, etc.)

Exemple : Projet éducatif à destination de journalistes en zone de conflit: attentes en termes de comportements solidaires versus connaissances

* Article réalisé à partir de l'animation Powerpoint présentée par Hédia Hadjaj- Castro à l'occasion de l'atelier "Concevoir et évaluer une action d'éducation au développement : échanges de pratiques" organisé les 2 et 3 juin 2009 dans le cadre de l'étude de capitalisation sur les pratiques d'évaluation en éducation au développement commanditée par la fédération francophone et germanophone des associations de coopération au développement de Belgique (ACODEV). On pourra trouver un exposé plus complet de cette proposition, mais cette fois, non spécifiquement orienté vers l'ED dans Agnès Lambert, Hédia Hadjaj-Castro, "Introduire la perspective d'acteurs dans l'appréciation d'impact" (coll. Hors Série, n°7), IRAM-COTA, 2008.

Fiche-outils

La cartographie des incidences (Cdi)*

La Cdi est une méthode d'ingénierie des Incidences adaptée aux institutions de recherches appliquées.

Elle permet de :

- concevoir, suivre et évaluer un programme et ses contributions aux incidences (les modifications du comportement, des relations, des activités ou des agissements de personnes, de groupes et d'organisations avec lesquels un programme de développement travaille directement);
- mener une réflexion globale en questionnant les stratégies d'intervention, les pratiques organisationnelles aussi bien que les effets.

Elle s'appuie sur 4 constats fondamentaux :

1. Les acteurs du projet agissent selon des systèmes logiques et de responsabilités différents et prétendent à des changements différents à partir d'un même projet.
2. Le changement n'est pas le fruit d'une relation linéaire de cause à effet, mais de l'interaction d'évènements multiples, non linéaires.
3. Une analyse des liens logiques entre l'intervention et les effets ou incidences est suffisante au cours du projet pour démontrer que le projet va dans le sens d'un impact, sans rechercher à en démontrer la responsabilité.
4. L'impact ne peut être attribuable à un programme ou un bailleur donné.

La méthode repose dès lors sur 3 principes :

1. Le développement est un changement concernant les relations entre les individus et entre les individus et leur milieu.
2. Les partenaires limitrophes des programmes sont les acteurs qui contrôlent les changements qui les concernent, les programmes n'étant là que pour faciliter le processus en mettant à disposition des ressources, des idées ou des débouchés nouveaux. Ce sont donc les acteurs qui sont au cœur du changement.
3. Les programmes sont des parties prenantes aux processus de développement dans lesquels ils interviennent en tant que cataly-

seurs de changements (ils ne sont pas exclus du système d'acteurs).

La Cdi s'appuie sur la construction partagée d'une vision "d'avenir du progrès de la condition humaine, de la promotion sociale et de l'amélioration de l'environnement" à laquelle le programme espère contribuer.

Avantages

La Cdi s'appuie sur des séquences multiples et non linéaires qui provoquent le changement. Elle intègre la réflexion sur les effets et l'impact. Le choix de ne pas se focaliser sur l'attribution de l'impact permet de rechercher plus sereinement les effets négatifs et non voulus et de décriper les tensions autour des évaluations. Cela favorise l'apprentissage et la capitalisation au profit d'une amélioration de la qualité des actions.

La Cdi peut s'avérer très utile, moyennant quelques adaptations, pour les programmes d'éducation au développement et de sensibilisation. L'association active de l'équipe et des partenaires limitrophes à la réflexion sur les changements de comportements obtenus permet de répondre aux besoins de redevabilité envers les "bénéficiaires" des activités du programme.

La méthode interroge le rôle des pratiques organisationnelles dans l'obtention des effets.

Limites

La Cdi semble difficilement applicable à tous les types d'intervention. Elle s'appuie sur une définition particulière de l'impact qui reste peu partagée.

Elle exige une adhésion sincère de l'équipe et des partenaires à des approches fondées sur la réflexion critique pour l'apprentissage et sur la participation. Elle implique des aptitudes à la conceptualisation, l'observation et l'analyse. Elle est exigeante en temps et en ressources.

* Le contenu de ce texte est tiré d'une fiche plus complète téléchargeable sur notre site à l'adresse suivante : http://www.cota.be/SPIP/dw2_out.php?id=113



Photo : HumanoPole

Influencer l'intime ? La vision du changement de comportement chez HumanoPole*

Le changement de comportement est un processus délicat à définir car il s'agit d'un processus individuel et intime où de multiples facteurs interviennent. Seuls quelques signes peuvent être repérés qui permettent de supposer qu'un changement est en train de se produire, mais il est difficile de mesurer le processus dans sa totalité. Il est même peut-être préférable d'y renoncer...

HumanoPole est une association d'éducation à la paix, à la solidarité et au développement durable basée à Poitiers (France). Ses activités sont actuellement centrées sur des interventions en milieu scolaire, sur l'installation d'expositions itinérantes immersives et sur la conception d'un espace immersif pour le grand public à proximité du Futuroscope.

Une démarche éducative

Les enjeux du devenir humain et du développement concernent tout le monde. Malheureusement, ces enjeux soulèvent de nombreux préjugés et, parfois, de la peur. Certains pensent qu'il

est trop tard et/ou qu'il est trop compliqué de changer de modèle de développement. Pourtant, on ne peut pas demander à la planète de changer sans que nous (Occidentaux) ne changions aussi. C'est sur ces axiomes que repose la volonté d'action de HumanoPole.

Pour faire évoluer ces axiomes, l'association fonde ses actions sur une approche participative destinée à valoriser la diversité et la pluralité des points de vue. L'association cherche à la fois à montrer qu'une telle pluralité et diversité existe et à mettre en avant des opinions peu connues dans le contexte français sur les questions de développement ou de mondialisation. Il est, par exemple, plutôt rare de pouvoir entendre celles de personnes habitant les bidonvilles de Manille.

HumanoPole part du principe que le public a aussi des connaissances. Ce qui intéresse l'association, c'est de croiser les regards avec l'information qu'elle met à disposition.

Elle ne se contente donc pas de présenter un

discours donné. Elle tient à ce que le public soit acteur dans les ateliers. Par exemple, lors de ses interventions scolaires, pour montrer que changer de développement n'est peut-être pas aussi compliqué qu'il n'y paraît, l'association a recours à un jeu : un cercle est formé ou chacun prend la main de son voisin en croisant les bras, puis tout le monde passe sous le bras de son voisin ; cela crée un énorme paquet qui semble impossible à défaire pour revenir en cercle (les bras décroisés). Or, en s'y mettant tous ensemble et avec un peu de temps le cercle finit par reprendre sa forme. Cette mise en situation allégorique vise à répondre au discours dominant selon lequel le développement est quelque chose de trop compliqué ou sur lequel on ne peut interférer ...

Le fait d'être dans une démarche éducative oblige à garder une certaine neutralité dans le propos et dans la méthode. Cela incite à s'appuyer sur des éléments scientifiques (par exemple les chiffres de l'ONU sur la répartition mondiale de la richesse et de la population). De même, il faut faire attention au choix des méthodes employées. Toute technique de marketing visant davantage à convaincre qu'à éduquer est en outre totalement proscrite. Bien sûr, l'association et ses membres défendent certaines idées, mais le but des actions n'est pas de les imposer. Il ne s'agit pas de former des militants, mais de faire en sorte que chaque individu puisse juger par lui-même. Être capable de prendre ou non en compte une information, de pouvoir se positionner par rapport à elle, est en soi un changement de comportement, même si celui-ci ne coïncide pas avec ceux prônés par l'association.

Toujours avoir le choix

Le changement de comportement est un processus à la fois collectif et individuel influencé par une multitude de facteurs. L'engagement d'une personne pour une cause découle souvent d'une série de petites étincelles. Les activités de HumanoPole ne sont qu'une étincelle parmi d'autres. Elles visent à préparer le terrain de comportements plus solidaires. Mais, en définitive, le changement doit toujours être un acte individuel libre.

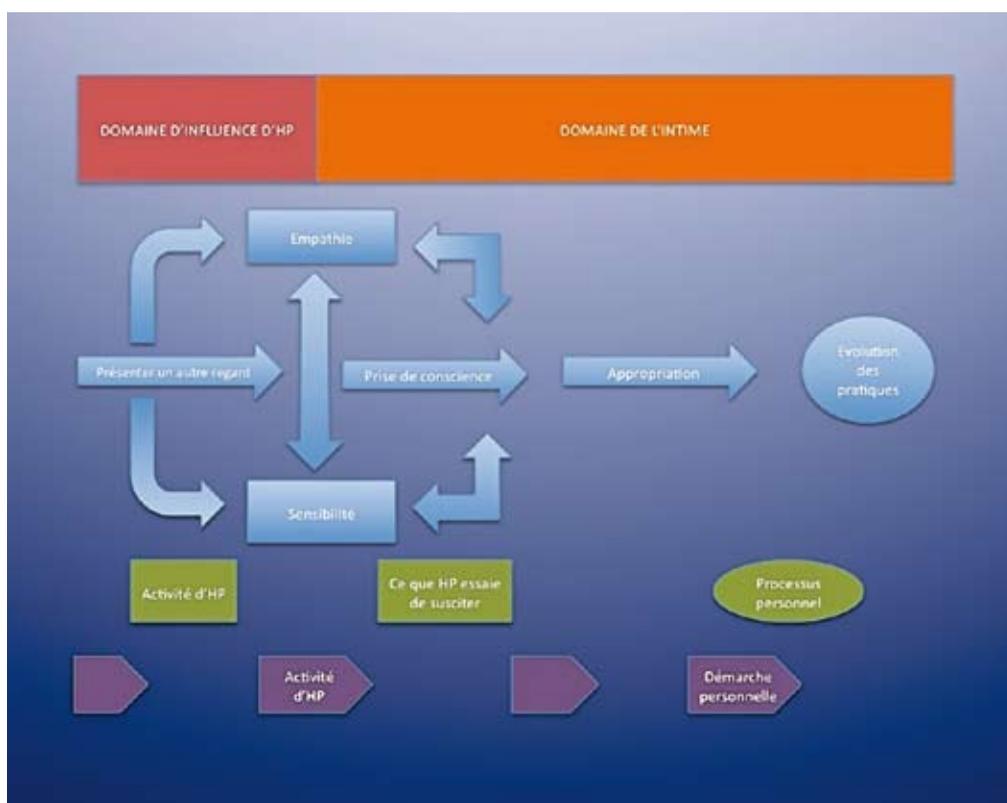
Les actions de HumanoPole ne visent pas un changement collectif mais une réaction individuelle. Si le changement est collectif, il n'est que l'addition de plusieurs choix individuels. L'objectif est que le public sache, après il fera ce qu'il veut de ces informations.

Dans ce processus, il ne s'agit pas pour autant de se contenter de fournir des informations. Rester sur des constats peut parfois être frustrant, nous n'échappons pas à l'éternelle question "d'accord, mais qu'est ce que je peux faire moi à mon petit niveau ? Tout seul, je ne peux rien." Engager très tôt les jeunes dans un projet leur permet de coupler la réflexion entamée avec le dynamisme d'un projet. Cela permet de se heurter concrètement à la réalité, de ne pas rester coincé dans une approche trop théorique qui conduit vers l'immobilisme. S'ancrer très vite dans un projet permet de limiter le sentiment d'impuissance et de favoriser l'empathie.

L'empathie, la sensibilité et la prise de conscience sont en soi des changements de comportement. Par exemple, faire couler un robinet en ayant conscience du fait que certaines personnes sur la planète doivent marcher pour aller chercher de l'eau est déjà une avancée par rapport au fait d'ignorer cette réalité. Cette prise de conscience peut (ou non) inciter à faire attention à la consommation. Changer de comportement n'équivaut pas forcément à un changement radical dans ses pratiques.

Mesurer les changements

Du fait de la diversité des influences qui s'exercent sur chacun, il est difficile de mesurer la portée de quelques activités ou même simplement de savoir si ces activités ont provoqué les étincelles souhaitées. La part d'intime dans ces changements rend aussi leur évaluation délicate. De plus, il semble que tout changement de comportement inclut une période "d'incubation". Après avoir reçu l'information, le public peut murir sa réflexion et ne pas agir pendant un temps assez conséquent. Parfois, quelques temps après, on peut retrouver un élève qui est passé à l'action alors qu'au moment de l'intervention, sa réaction



visible ne semblait pas annoncer un quelconque changement. Pour mesurer un changement intime, il faut pouvoir s'inscrire dans le temps.

Une partie des interventions de l'association sont ponctuelles et donc particulièrement difficiles à évaluer. Pour cette forme d'ateliers, les seuls retours dont elle dispose sont des témoignages informels ou recueillis lors de discussions faisant suite aux activités. De manière générale, ils permettent simplement de savoir ce que les participants ont aimé, ce qu'ils n'ont pas aimé, ce qu'ils ont appris, et ce qu'ils savaient déjà. HumanoPole soumet également des questionnaires au public (et aux personnels éducatifs).

Les formes d'interventions plus longues, planifiées par exemple sur toute une année scolaire, comme les animations adressées aux jeunes du secondaire, permettent des observations plus significatives. Le fait d'être au contact du même public sur l'ensemble d'une année scolaire permet de mettre plus facilement en évidence des évolutions de comportement. Afin d'accompagner cette évolution, la pédagogie active est pri-

vilégiée, les élèves s'agrègent autour d'un projet. En début d'année, ils choisissent une question, par exemple : "Est-ce que ma consommation ici a des impacts sur la vie là-bas ? Pourquoi organisons-nous le recyclage du papier dans le collège ? Comment découvrir le monde en restant dans ma salle de classe ? Comment gérer la différence culturelle ? etc.

Une fois la question trouvée, l'équipe HumanoPole propose des activités pour avancer dans la réflexion. Le groupe choisit en même temps un projet à réaliser pendant l'année. Ainsi, un groupe d'enfants de 11-12 ans a-t-il choisi de réaliser un carnet de voyage. Ils collaient et valoriseraient dans leurs carnets les choses découvertes lors des interventions de HumanoPole. Ce qu'ils avaient choisi de valoriser est largement édifiant pour distinguer ce qui a un impact de ce qui n'en a pas. Un autre groupe de lycéens a choisi d'organiser un "Humanoshop", petit marché devant lequel les passants devaient réfléchir à leur consommation (impact environnemental, social...). D'autres choisiront de faire un spectacle vivant devant leurs parents en fin d'année...

Les élèves sont libres de choisir le support employé et, surtout, le contenu de la restitution (ceci est cependant mené en étroite partenariat avec les équipes éducatives en place). Lors de cette restitution, les éléments que les élèves ont choisis de transmettre montrent les évolutions opérées chez eux. Le fait de retransmettre une partie du message plutôt qu'une autre, est un élément d'enseignement utile. Le choix qu'il suppose démontre une certaine appropriation des informations reçues.

L'intérêt des espaces immersifs

Actuellement, l'association dispose de deux espaces immersifs itinérants. Il s'agit d'espaces aménagés de 20 à 30 m². L'un de ces espaces est dédié à l'habitat écologiquement propre, le second est une reconstitution d'un bâtiment des bidonvilles de Manille. Ces deux espaces itinérants sont une préfiguration d'un projet plus large, visant à créer d'ici à 2012 un espace immersif (fixe) de 1 000 m² à proximité du Futuroscope.

Les espaces immersifs sont complémentaires aux animations scolaires. Ces espaces permettent à chacun (quel que soit l'âge) de s'approprier le message. De plus, ils sont de bons outils pour sensibiliser et créer de l'empathie. Ils permettent d'expérimenter physiquement et sensiblement un univers autre que le sien tout en restant près de chez soi. Cette expérience permet un voyage, ce qui peut déstabiliser le public. Cela impose d'accompagner le public, notamment par des discussions sur le ressenti. Si ces discussions sont bien gérées, elles permettent de réfléchir à nos représentations des thématiques et d'aborder des pistes d'action.

L'espace dédié à l'habitat écologique expose différentes manières d'obtenir un habitat à faible empreinte énergétique. L'idée n'est pas uniquement de fournir des solutions toutes faites, mais d'en faire cohabiter plusieurs.

Le second espace permet de contextualiser la vie des habitants d'un bidonville de Manille. Aujourd'hui, 1 personne sur 6 vit en bidonvilles ; 1 sur 3 en 2050. La forte urbanisation actuelle est un enjeu fondamental pour nos sociétés. A travers une exposition immersive au cœur de

Manille, HumanoPole propose aux visiteurs de comprendre la réalité de la vie dans un bidonville afin de rééquilibrer leur perception de la pauvreté en comprenant le quotidien d'une famille du bidonville.

En arrivant dans l'exposition, les visiteurs découvrent un petit couloir étriqué au milieu duquel sèche le linge et entrent dans une première maison. Cette maison est faite de bois récupéré, de tôle et de bambou. A l'étage, les enfants dorment sur une natte au sol, au rez-de-chaussée, la télé chantonne des airs de karaoké philippin devant les peluches encore emballées qui siègent sur le meuble un peu bancal. La famille de huit personnes qui vit dans cette maison a installé une carindaria, petite boutique de restauration de rue. On quitte la première maison pour découvrir le Sari-sari store, l'épicerie constituée grâce à un microcrédit. Tout est à vendre en petites portions, le pouvoir d'achat est très faible. Au milieu de la cour extérieure, une femme est en train de laver son linge près de la pompe à eau, une autre siège sur une affiche politique.

Dans la dernière maison, on peut découvrir une exposition photos et voir le visage des Philippins qui vivent dans ces bâtiments. On y apprend que les personnes âgées vivent avec leur famille jusqu'à leurs derniers jours, que de nombreux réseaux de solidarité traversent ces quartiers.

Dans le cadre de cette immersion, tous les aspects négatifs sont montrés (conditions de vie, insécurité de vie...). Malgré tout, après la visite, les gens sont marqués par les sourires des photos exposées.

Ces photos permettent d'humaniser le propos et le contexte. Cela peut créer un fort sentiment d'empathie ou de prise de conscience. Il arrive souvent que les visiteurs sortent de cet espace en affirmant avoir vécu une vraie rencontre avec des Philippins. Les grands objectifs de cet espace sont de comprendre les enjeux liés à la forte urbanisation dans les pays en voie de développement, de comprendre ce qu'est la vie en bidonville dans ses difficultés et ses forces, d'ouvrir le dialogue du Sud vers le Nord. Ces espaces comme l'ensemble des activités de HumanoPole visent à créer un échange de points de vue et

une émulation pouvant induire un changement de comportement. Bien que l'association espère que les changements produits iront dans le sens des valeurs qu'elle défend, le temps et de nombreux autres facteurs peuvent influencer ce processus. Face à la durée et la multiplicité de paramètres, il est d'autant plus délicat d'évaluer l'évolution du comportement, qu'il s'agit avant tout d'un processus intime (se déroulant sur une longue durée).

Même si cela ne donne qu'un hypothétique aperçu du changement de comportement, on

peut essayer d'avoir un instantané du ressenti et des points de vue de ce processus suite aux activités.

Une évaluation globale du processus ne peut être faite sur de telles bases mais cela permet tout de même de fournir des éléments sur les possibles évolutions. Ces éléments venant du public permettent au moins de faire évoluer les activités de HumanoPole.

* Article écrit sur la base d'un entretien avec Jennifer Mangeard, chargée d'action éducative à HumanoPole et de la documentation qu'elle a eu la gentillesse de nous fournir, par Bertrand Arribe, stagiaire au COTA.

Disponible sur notre site web : Partenariats en réseaux d'échanges et de renforcement de capacités

Les observations et analyses réalisées ces dernières années nous montrent un intérêt croissant des ONG belges et des acteurs du développement en général pour les dispositifs susceptibles d'améliorer et de mieux potentialiser les échanges entre partenaires, entre les projets et leurs bénéficiaires, entre acteurs du développement autour d'un projet ou d'une région ou d'une problématique donnée, ce qui implique d'égaliser l'accès à l'information et aux outils et moyens de communication.

Cela s'accomplit par la multiplication d'initiatives visant l'instauration de systèmes de récolte et d'échange d'informations à gestion collective. Ces initiatives n'en sont encore pour la plupart qu'à des stades expérimentaux.

Comment ces systèmes fonctionnent-ils ? Quelles éléments méthodologiques retenir ? Quelle est leur influence sur les relations de partenariat et les conceptions de la participation au développement ? Quels défis de gestion ces activités génèrent-elles ? Quel est leur apport réel pour la mise en œuvre et la gestion des projets de développement ?

Telles sont quelques-unes des questions auxquelles nous souhaitons commencer à répondre dans cette note de recherche.

Lien : http://www.cota.be/SPIP/dw2_out.php?id=219



Le COTA

Le COTA est une association indépendante de solidarité internationale (ONG de droit belge), qui oeuvre au renforcement des capacités d'action, d'analyse et de réflexion des acteurs engagés dans la coopération développement.

L'ONG offre des services d'information, de formation, d'étude, d'appui et de conseil, de mise en relation de personnes et institutions. Les études réalisées sont des évaluations de projets/programmes ainsi que des études thématiques en lien avec des pratiques de coopération/développement.

Ces services sont fournis à travers divers vecteurs : centre de documentation en réseau, site Internet, réunions, animations d'ateliers, interventions dans des formations, rapports d'étude, publications de revue et d'ouvrages...

Le COTA est également engagé dans des activités d'éducation au Développement.

Hormis ses activités récurrentes, durant le trimestre qui vient de s'écouler, le COTA a notamment réalisé les activités suivantes :

• Des travaux de consultance :

- La finalisation du travail de capitalisation des pratiques d'évaluation en éducation au développement (Commanditaire : Aco-dev - GSED).
- La finalisation de l'évaluation de la convention de programme pour l'amélioration et la diversification de l'offre éducative en Afrique de l'Ouest (Commanditaire : Aide et Action (France)).
- La finalisation de la formation en marketing de presse pour des responsables du "journal-école de Kisangani" et des correspondants du journal Syfia Grands Lacs en vue de la pérennisation économique des journaux (Commanditaire : Syfia International).
- La finalisation de l'évaluation du projet d'appui au développement organisationnel et agricole de la population rurale de Mbamba Lilenda et Mayinga (Kisantu) en RDC (Commanditaire : Service Laïque de Coopération au Développement)
- La poursuite de l'accompagnement de l'étude transversale intitulée 'Le rôle des ingénieurs du Sud, leur formation et leur insertion professionnelle dans les projets Eau et assainissement (Burkina Faso, Cameroun, Sénégal)' mise en oeuvre par Ingénieurs Sans Frontières (France) (Commanditaire : ISF).
- L'évaluation transversale relative au thème de la réhabilitation à base communautaire : missions en Colombie et en Angola (suite à celle faite en RDC au trimestre passé), (Commanditaire : Handicap International B).
- L'évaluation à mi-parcours du projet "Caravane du bien-être familial" au Niger, projet de sensibilisation des populations locales aux problèmes nutritionnels, démographiques et fonciers qui vise à améliorer la sécurité alimentaire ; mission au Niger (Commanditaire : Aquadev).



Photo : Humanopole

Planifier l'évaluation du plaidoyer : leçons tirées de l'expérience des projets Kids Count

Jane Reisman, Anne Gienapp, et Sarah Stachowiak, Tom Kelly***

En 2007, le bureau d'études américain Organizational Research Services (ORS) développe avec le soutien de la fondation Annie E. Casey¹ un guide qui, passant en revue diverses façons d'aborder l'évaluation du plaidoyer et du travail politique, propose un cadre permettant de désigner les résultats qui en découlent et émet des recommandations pour mener à bien les efforts d'évaluation².

Dès le départ, ORS collabore avec cinq projets Kids Count qui se sont portés volontaires pour appliquer le cadre proposé dans le guide pour la planification des étapes d'évaluation.

Pour la plupart des groupes engagés dans le plaidoyer et le travail de changement politique, les étapes de conception et de mise en œuvre de l'évaluation incluent : une discussion sur les objectifs et besoins de l'évaluation ; une clarification et une priorisation des mesures intermédiaires à travers la création d'une théorie du changement ; une sélection d'approches et d'outils de collecte

de données qui conviennent le mieux aux priorités du diagnostic.

Kids Count

Kids Count est un projet de la Fondation Casey qui suit l'évolution de la situation de l'enfance aux Etats-Unis et publie chaque année un rapport, le Kids Count Data Book. Celui-ci est basé sur les meilleures données disponibles dans le pays et fournit, par Etat, une appréciation du bien-être éducationnel, physique, social et économique des enfants³.

La fondation finance également un réseau national de projets dédiés au niveau des Etats au recueil de données plus pointues sur la condition de l'enfance, comté par comté.

L'assistance et l'appui apportés par ORS à cinq de ces projets locaux a permis au bureau d'étude d'éprouver sur le terrain le cadre de référence théorique qu'elle propose. Ainsi a-t-il été possi-

ble de tirer des leçons sur la façon dont l'évaluation peut renforcer l'efficacité du plaidoyer et du travail de changement politique. Le partenariat a également permis d'aborder le problème de l'identification et de la mesure de l'intérêt suscité par l'influence exercée. Enfin, cela a aussi permis de mettre en évidence les questions épineuses qui surviennent quand il s'agit pour un lobbyiste d'aborder son auto-évaluation.

Identifier les finalités de l'évaluation et ses besoins

Cette étape du travail d'évaluation aide les organisations à déterminer les aspects sur lesquels porter leurs efforts (comme par exemple les stratégies ou les types d'effets qui présentent un intérêt particulier pour les bailleurs ou les partenaires du projet) ainsi que les approches de collecte de données les plus appropriées (le degré de formalisme et le niveau de rigueur méthodologique requis...). Parce que les ressources disponibles permettent rarement de réaliser toutes les mesures intéressantes, il est primordial d'établir des priorités.

Ainsi, un des projets Kids Count entrevoyait-il deux objectifs principaux à l'évaluation :

- aider l'équipe à suivre les résultats à court terme et ajuster les activités ;
- rendre compte de sa fiabilité auprès du conseil d'administration et de toutes les parties prenantes.

Cela a conduit l'organisation à développer un tableau de bord de mesures prioritaires prenant à la fois en compte les mesures à court terme liées à la mise en œuvre de stratégies-clés et les effets à moyen et long termes découlant de ces stratégies.

Il est important d'identifier les finalités de l'évaluation car cela est certainement déterminant pour la collection des données et le type de rapport qui sera fait par la suite.

Créer une théorie du changement

Une théorie du changement est un plan qui exprime la relation entre les actions et les résultats espérés. Elle peut également être décrite comme une carte routière qui représente le cheminement des stratégies et des systèmes de croyances (suppositions, meilleures pratiques, expériences...) exerçant une influence positive sur les individus ou les communautés. Une théorie du changement peut être traduite en diagramme qui dépeint les relations entre initiatives, stratégies, effets attendus et objectifs. Elle peut être envisagée à plusieurs échelles :

- sous la forme d'une carte générale montrant les changements concernant un large espace de changement social ou politique (santé de l'enfant, sécurité, bien-être...) qui peuvent inclure plusieurs stratégies et/ou des campagnes séparées ;
- une carte des incidences/effets décrivant les changements séquentiels résultants d'activités ponctuelles bien définies, comme la préparation et la distribution de données ou une campagne législative spécifique, délimitée dans le temps ;
- une carte d'incidence plus précise ou un modèle logique pour une partie de campagne plus large.

Il n'y a pas qu'une seule bonne façon d'exprimer une théorie du changement ; tout dépend des intentions et des circonstances. Néanmoins, il est important de parvenir à s'accorder d'emblée sur l'échelle à laquelle la théorie du changement est censée s'appliquer. Cela va en effet déterminer l'envergure des stratégies et des résultats souhaités ainsi que le calendrier dans lequel les résultats doivent être atteints.

Ainsi par exemple, dans le cadre d'une campagne menée en faveur de l'extension d'une assurance santé pour les enfants, le résultat souhaité était d'aboutir à un changement politique donné. Au contraire, une théorie du changement ambi-

tieuse pourrait identifier de multiples objectifs de changements et leurs parcours dans un vaste cadre de changements politique ou social. Il pourrait également décrire le travail de multiples groupes et organisations. Dans ce cas, les résultats attendus pourraient être des changements atteints au niveau d'une population étendue, comme l'accès à des conditions de développement optimales pour l'enfant, ou sur le plan de la santé, de la sécurité, de l'environnement...

La description de théories de changements à large échelle sert fréquemment de point de départ qui fournit une image d'ensemble du travail à accomplir et peut s'avérer utile pour articuler le travail de multiples partenaires. Mais ces perspectives sont trop larges pour permettre une planification utile de l'évaluation. Pour cela, il est plus approprié de procéder à une analyse approfondie des composantes spécifiques d'une stratégie générale de campagne.

Identifier les phases intermédiaires

Les organisations de plaidoyer ont généralement une vision très nette de leurs stratégies, des tactiques à mettre en œuvre et des changements auxquels elles veulent parvenir. Développer une évaluation significative de leur démarche requiert une définition des phases par lesquelles elles doivent préalablement passer. Savoir quels changements intermédiaires ou séquentiels sont censés survenir sur le chemin des objectifs peut aider à réaliser des ajustements et évaluer les efforts tout au long du processus.

Une approche utile consiste à identifier les catégories d'incidences/effets les plus pertinents et qui constituent des types de changements probables conformément à la théorie générale du changement. Ainsi par exemple un projet Kids Count met-il en œuvre plusieurs types de stratégies différentes incluant du renforcement de capacités, le développement de partenariats, l'analyse de données et des démarches de communications. Toutes ces stratégies convergent vers des changements attendus dans plusieurs domaines: la capacitation organisationnelle, le renforcement des alliances, la constitution d'une

base de soutien politique, la mobilisation d'investissements.

Les stratégies de l'organisation ou les tactiques spécifiques peuvent évoluer avec le temps, les intentions générales, quant à elles varient peu. Prendre en considération les publics chez lesquels les changements sont attendus est également pertinent. S'agit-il d'individus, de familles, d'institutions publiques ou privées...?

Le plaidoyer des projets Kids Count vise à garantir le bien-être des enfants et des familles par la construction de systèmes solides et l'obtention de soutiens politiques suffisants pour conduire à des changements dont on espère qu'ils s'opéreront à l'échelle de la population entière. Même s'il s'agit en définitive de susciter des changements chez des individus ou des familles, il peut s'avérer utile d'identifier et de mesurer les changements intermédiaires s'opérant au niveau de la mobilisation communautaire, des évolutions de pratiques ou sur le plan des relations entre institutions (ici, des agences des Etats) et partenaires, dans la qualité des données disponibles pour la planification et le suivi, ou encore les changements dans la volonté publique ou politique.

Identifier de vastes espaces et types de changements permet aux organisations de rester flexibles et d'être capable d'adapter leurs stratégies, tout en restant focalisées sur certains types de changements précis. Alors que les stratégies évoluent, la théorie du changement sert de référence pour contrôler si elles demeurent effectivement liées aux changements souhaités et si elles vont dans la bonne direction.

Trouver des outils et des méthodes utiles

Un lobbyiste qui envisage une évaluation a souvent tendance à choisir des approches et des outils tout faits, économiques et faciles à mettre en œuvre. C'est d'autant plus compréhensible quant on sait combien les budgets sont serrés, les disponibilités étroites et les compétences peu spécialisées.

Mais ces limites renforcent la nécessité de bien travailler en amont à la planification de l'évaluation.

Les outils et les approches sont nombreux⁴. Une des pratiques les plus courantes consiste en une réflexion destinée à renforcer l'apprentissage stratégique en matière de tactiques, d'opportunités et de progrès. Cette réflexion est souvent informelle alors qu'il serait facile de l'organiser pour la rendre plus efficace⁵. Elle pourrait également être combinée à des recherches documentaires plus poussées.

* Organizational Research Services

** Annie E. Casey Foundation

1 www.aecf.org

2 A Guide to Measuring Advocacy and Policy (www.aecf.org/KnowledgeCenter) ou (www.organizationalresearch.com/publications_and_resources.htm).

3 Le premier rapport de ce type a été publié en 1990. Pour plus d'informations sur la démarche: www.aecf.org/MajorInitiatives/KIDSCOUNT/KIDS%20COUNT%20FAQ.aspx.

5 Consulter par exemple A Handbook of Data Collection Tools: Companion to 'A Guide To Measuring Advocacy and Policy' (2007), (www.organizationalresearch.com ou www.innonet.org ou www.aecf.org).

Erratum

Dans le numéro 123 (juin 2009) intitulé "**gastronomie et souveraineté alimentaire**", une erreur s'est glissée au cours du processus d'édition dans le dernier paragraphe du texte proposé par SOS Faim à la page 16.

Voici ce qui aurait dû être imprimé :
"Et la gastronomie dans tout ça ?

La gastronomie, au Nord comme au Sud, a tendance à disparaître ... ou à ne plus toucher aujourd'hui qu'une frange privilégiée de la population. Chez nous, la cuisine traditionnelle s'est envolée avec nos grand-mères, en l'espace de quelques décennies seulement. Dans les pays les plus pauvres, elle a disparu sous l'effet de la généralisation de produits importés bon marché. La baguette de pain blanc s'est installée à tous les déjeuners dans des pays qui pourtant ne cultivent pas de blé. Le riz thaïlandais ou chinois a supplanté les céréales locales : sorgo, petit mil, fonio... Ici et là, la cuisine du terroir a succombé. Les organisations paysannes et SOS FAIM le déplorent. L'agriculture n'est plus « culture », mais uniquement "agri". La gastronomie ne retrouvera son prestige que par le respect de la dimension culturelle, mais aussi sociale, économique et environnementale de l'agri-culture."

Toutes nos excuses à l'équipe de SOS faim ainsi qu'à nos lecteurs.

A l'heure actuelle, les femmes, notamment originaires d'Afrique subsaharienne, sont touchées de plein fouet par l'épidémie du VIH/sida. Cette situation exige une mobilisation plus importante de toutes et de tous. C'est pourquoi, différents acteurs investis dans la lutte contre le VIH/sida et/ou l'accompagnement social de personnes séropositives, ont décidé de travailler ensemble sur la réalisation d'un film de prévention qui ouvre le débat sur la place des femmes dans la société.

« Sida : défis de Femmes » est donc le résultat d'un travail partenarial basé sur la conviction partagée qu'il y a urgence à donner la parole aux femmes séropositives et/ou engagées dans la lutte contre cette épidémie pour promouvoir leur rôle et leur implication.

Ce documentaire, à travers des sketches, des groupes de parole et des témoignages, aborde plusieurs aspects du VIH/Sida. Il informe sur les voies de transmission, les comportements préventifs dont les traitements de la transmission materno-fœtale. Il interroge les rapports sociaux de sexe, suscite le débat autour des conflits de génération entre parents et jeunes femmes issues de la migration.

Enfin, il relate le travail quotidien, les interrogations et les difficultés des différents protagonistes de ce film.

Réalisation : Sonia Ben Messaoud

Lettres vidéos : outils d'appropriation de la prévention en France et au Mali

Barbara Bertini*, Denis Mechali**

Depuis les années 80, le Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural (GRDR)¹ a accompagné la réalisation d'une vingtaine d'outils de prévention vidéos. Est-il pertinent de chercher à en estimer l'impact sur le changement des comportements ?

Il fut une époque, avant le téléphone portable et avant l'Internet, où les migrants originaires du Bassin du Fleuve Sénégal immigrés en France, avaient l'habitude de communiquer en enregistrant des cassettes audio qu'ils envoyaient au pays. La mobilité des migrants et les forts liens sociaux qui les unissaient en migration, favorisaient l'échange de ces outils de communication entre les continents. Au pays, les personnes écoutaient, elles réenregistraient, et c'est comme ça que la communication entre les familles et les villages passait.

Dans les années 80, le "Programme santé" du GRDR, fortement mobilisé auprès des résidents des Foyers Travailleurs Migrants (FTM), ajoute l'image à cette façon traditionnelle de communiquer pour permettre l'émergence d'un débat qui puisse dépasser les espaces, les frontières : pour

que l'on puisse parler de la santé entre les migrants ici et leurs familles restées au pays. L'idée était de créer des outils de communication et de prévention autour de la santé. Les premières "lettres vidéo" abordent en effet des sujets très variés (l'autonomie et la pérennité des Centres de Santé Communautaires -CSCOM-, la vaccination, la prévention du paludisme, etc.) alors que les 8 derniers films abordent la pathologie du VIH/Sida. Initialement les outils sont développés entre la région Ile de France et la région de Kayes. Au fil des années, d'autres associations françaises ou européennes, élargiront cette démarche à d'autres pays d'immigration et d'émigration.

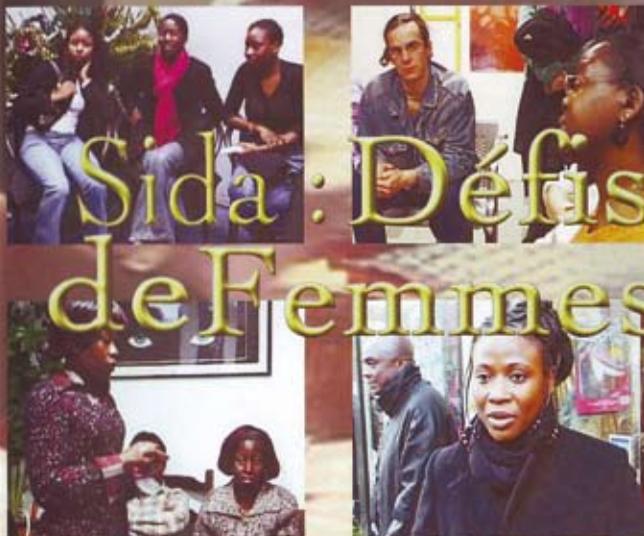
La réalisation d'un film est presque plus importante que le film lui-même

Le processus de prévention est long. Le GRDR se positionne en tant qu'accompagnateur technique plutôt qu'en tant que maître d'ouvrage. Les auteurs sont les associations issues de la migration. L'ONG organise les groupes de travail (composés par des résidents de foyers, associations issues de la migration, associations

Le G.R.D.R

En partenariat avec : AIDES 93, AIFAS, ANFR de Bobigny, APA, Association des Femmes de Khabou/Bouilly, Emmaüs Alternatives, IPT-Pôle santé de Mantes la Jolie, ONG Actions et Ton Artisanal.

PRÉSENTE



Un film réalisé par Sonia Ben Messaoud

Photo : GRDR

professionnelles et professionnels de santé...). De nombreuses réunions sont organisées pour débattre du contenu du film. Selon les thématiques évoquées, des professionnels sont invités de façon ponctuelle. Une fois le canevas validé collectivement, le GRDR accompagne les associations dans la prise de contact avec les personnes ressources désignées pour apparaître dans le film. Certains migrants participent également au tournage en assistant le réalisateur, lequel est un professionnel qui participe à toute la préparation en amont du tournage. Celui-ci se caractérise par une absence de mise en scène et un discours libre. Certaines scènes sont tournées dans les FTM où dans les lieux de vie des migrants. Le débat continue au moment du montage, visionné et validé par l'ensemble des participants. Le livret pédagogique qui accompagne les outils vidéos est également écrit collectivement. La diffusion (en France et ailleurs) de l'outil finalisé et l'animation des débats revient à l'ensemble des associations qui ont participé à la réalisation du film.

Un film est plus qu'un objet de communication, puisqu'il transforme ses artisans. Il peut aussi servir de simple amorce à une communication, le message important ne se retrouvant pas tant dans le film, que dans le processus de parole qui s'établit à partir du film.

Une sensibilisation horizontale et réciproque

Le film, malgré l'exigence de qualité requise, reste un moyen opérationnel destiné à faciliter l'insertion en réseau des migrants, pour favoriser l'émergence de plateformes associatives et provoquer la rencontre entre les migrants et les professionnels de santé.

L'objectif poursuivi est à la fois de renforcer les compétences et les savoirs des migrants, les sensibiliser à des pratiques de prévention et participer à améliorer leurs connaissances tout en les positionnant en tant qu'acteurs et non en tant que récepteurs passifs d'un message de prévention. Les participants à la réalisation d'un film de prévention sont des facilitateurs de la circulation

de l'information et de la sensibilisation auprès d'autres migrants mais aussi des professionnels de santé qu'ils rencontrent ; les cadres de concertation et les espaces d'échanges mis en place autour de la réalisation du film permettent une sensibilisation horizontale et réciproque entre acteurs et domaines de compétences habituellement cloisonnés et peu perméables.

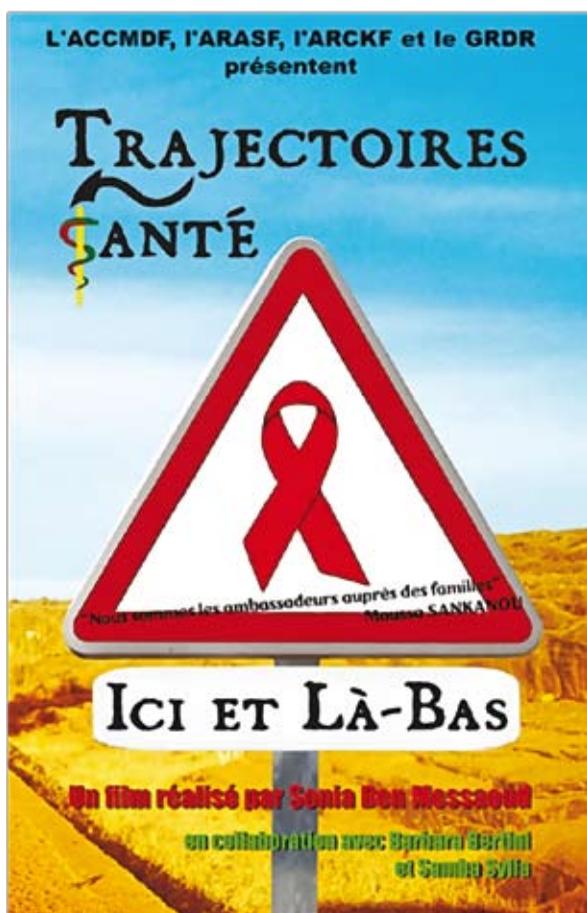
Lors d'une formation organisée au GRDR, un médecin hospitalier avait été invité à expliquer à des résidents d'un FTM les modes de transmission du VIH/Sida. Lors de l'évaluation de cette formation, ce fut le médecin qui déclara avoir le plus appris lors de cette formation ! A contrario, lors d'une autre réunion d'information au sein d'un FTM, les résidents présents sont venus à la fin de la réunion me demander si l'intervenant "était un vrai médecin" car "ils avaient compris tout ce qu'il disait !"

La convergence des réalités Nord-Sud

Si l'ampleur de l'épidémie du Sida chez les migrants est décelable depuis les années 80, l'insuffisance de débat sur ce sujet rend lacunaire la mise en forme d'un état de fait épidémiologiquement connu et socialement délicat.

La production d'outils de prévention du GRDR, depuis les années 90 s'oriente ainsi plus spécifiquement sur la pathologie du VIH/sida. Il ne s'agit pas d'affirmer que la recherche des années 2000 sur la question "migrants" et "sida" n'a rien apporté à l'information développée par le GRDR, mais de recontextualiser le local pour prétendre s'inscrire dans le global. L'orientation des outils vidéo de prévention vers le VIH/Sida et des autres infections sexuellement transmissibles se fait à partir d'une convergence des réalités sociales et professionnelles.

Ici, en France, le GRDR se confronte à la difficulté d'aborder le VIH-SIDA dans le cadre de ses actions au sein des Foyers. On a l'habitude d'entendre dire que c'est une maladie sociale, qui évoque le déni, la peur du rejet, de la stigmatisation, la mise à l'écart. Ici, jusque dans les années 2000, les migrants sont considérés comme un "public cible", une "catégorie à risque".



Parallèlement, le VIH/Sida est une problématique importante au centre hospitalier de Saint-Denis. Aujourd'hui, à Saint-Denis, le Sida concerne 1000 personnes, 60% de femmes, 70 à 80 % de migrants d'Afrique subsaharienne. A partir de 2002 un jumelage hospitalier est signé entre l'hôpital de Saint-Denis et celui de Kayes, région dont est originaire la grande majorité de Maliens immigrés en France. Une équipe hospitalière se met en place, notamment un médecin référent, le docteur Touré, et une association de porteurs VIH, petite et fragile (les membres mouraient de la maladie en 2001-2002). Les choses vont commencer à se tisser par la volonté locale à Kayes de prendre à bras-le-corps le problème de cette double façon : société civile par le biais des personnes atteintes, et l'hôpital en ce qui concerne la prise en charge thérapeutique. Un partenariat se met en place avec le GRDR par le biais d'ESTHER². L'objectif était de favoriser et de coordonner l'aide de la France dans l'accès à la prise

en charge de la maladie dans les pays en développement, pour le Mali en l'occurrence, avec un accès aux médicaments. Encore en 2004, il n'y avait que 4 personnes à Kayes qui avaient accès aux antirétroviraux. Ils faisaient plus de 600 km de piste pour aller à Bamako chercher leurs médicaments.

Le film de 2004 "Trajectoires santé ici et là-bas" témoigne de cette époque "Pour vous, en France, cette maladie, c'est quelque chose, mais pour nous, au pays, à quoi ça sert de se faire dépister, si c'est la mort derrière obligatoire ?". Et ici, un patient du Dr Mechali, atteint du sida, témoigne à visage couvert "Si les médicaments vont arriver à Kayes, les gens iront à l'hôpital. Moi aussi je ne voulais pas croire à cette maladie. Puis c'était ma femme qui refusait d'y croire. Maintenant je suis papa d'un enfant, qui n'est pas malade (...) Je me souviendrai toujours de la réaction des femmes kayésiennes quand je le leur disais : à la maternité de l'hôpital de Saint-Denis, plus de 100 femmes africaines séropositives ont accouché, il y a zéro enfant atteint. Et à Kayes on nous disait : Si c'est ça, ces médicaments, il nous les faut", raconte le Dr. Mechali.

Fin 2008, à Kayes on en est à plus de 1000 personnes sous traitement. L'association de personnes vivants avec le VIH/Sida s'est développée, avec plus de 300 membres, hommes et femmes, des gens qui vont bien. Ils reçoivent des financements, plusieurs membres sont salariés, et cette association occupe une place incontournable dans les orientations de la lutte contre cette maladie à l'échelle de la région de Kayes. Ils ont créé aussi une association pour les enfants, "Les enfants de l'espoir", dont ils assurent la prise en charge. Le film de 2007, "Le syndrome du silence" relate également l'engagement de cette association.

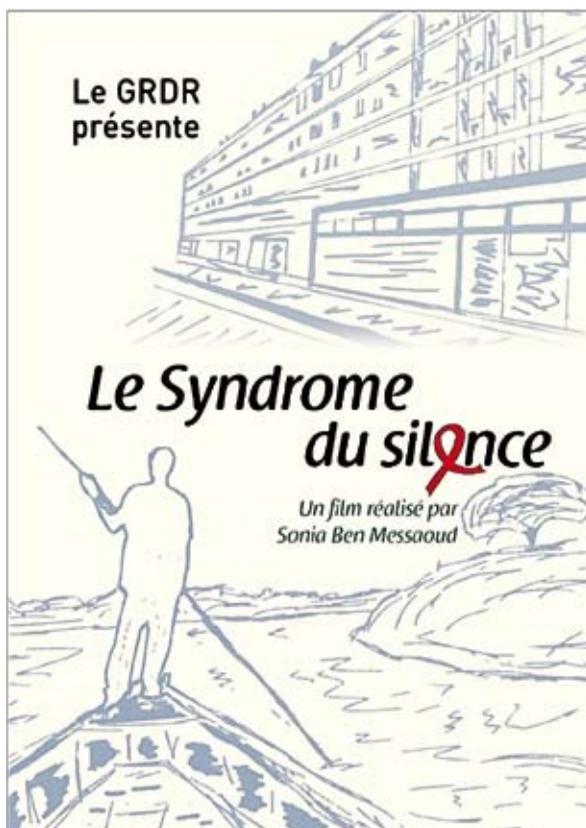
Evaluer l'impact de ces outils de changement de comportement

Les outils vidéo de prévention du GRDR se sont cumulés. Les plus anciens, prennent la poussière sur les étagères, le nombre de copies diffusées est incalculable, leur circulation non évaluable,

les partenaires qui l'utilisent sont nombreux. Le CRIPS en assure également le prêt. Ont-elles produit ou produisent-elles un changement des comportements ?

Il serait prétentieux d'affirmer être capable d'évaluer les changements induits par l'élaboration et/ou la diffusion de ces outils vidéos. Une institution comme l'Institut National de Police Scientifique (INPS) est peut-être (et encore...) en mesure d'évaluer si la baisse de consommation du tabac en France, par exemple, est l'effet d'une politique préventive, prohibitive ou économiquement coercitive. Il dira qu'il s'agit probablement d'un processus multifactoriel variable selon les contextes socio professionnels, territoriaux, etc. Une avalanche de chiffres constitue un moyen de présenter le sida. Mais le sida, comme toute épidémie, renseigne aussi sur la façon dont les hommes se considèrent tandis qu'ils la prennent en charge.

Nous ne pouvons que regarder en arrière et comparer les différents films au long des années. En 1997, les jeunes se tiennent à l'écart du débat. Ils sont dans l'image et pas dans la parole autant ici dans les Foyers, que là-bas dans les villages. A partir de 2004, le film fait fonction de moyen transitionnel pour remettre en cause des "règles sociales" : le cadre est brisé. Dans "Sida défis des femmes" en 2005, ce sont des toutes jeunes filles qui interpellent les mères sur les questions de la virginité avant le mariage, sur le silence autour de la sexualité dans le cadre familial, sur le préservatif. Dans les années 80, les migrants et les villageois parlaient de fidélité et d'abstinence, dans "Le syndrome du silence" en 2007 "on est tous infidèles", "ta femme, comme toi, ne peut pas rester sans avoir des rapports sexuels 5 ans", "je ramène les préservatifs à Kayes dans mes bagages" ! Le décalage est d'autant plus frappant en visionnant les toutes premières lettres vidéo des années 80 : les migrants, ici, évoquaient l'importance de faire vacciner et de ne pas fuir à l'arrivée des agents dans les villages, prêchaient le recours aux médecins plutôt que les tradithérapeutes, expliquaient aux femmes de ne pas hésiter à consulter un médecin homme. Mais aussi "d'aider le médecin à comprendre où on a mal et comment" !



Ils cotisaient pour payer la construction des CS-COM et proposaient des moyens d'en assurer la pérennité... Dans les mêmes communes, les CS-COM sont aujourd'hui autonomes et autofinancés, la couverture vaccinale est d'environ 86%, les accouchements médicalisés concernent plus de 56% des femmes et sont en augmentation d'une année à l'autre !

En 1987, les migrants parlent de dialogue entre soignants et soignés, des risques de résistance au paludisme. Ils parlent de démarche de prévention, des risques de l'automédication, etc. autant de choses qui, effectivement, sont maintenant acquises là-bas.

En 2004, dans "Trajectoires santé ici et là bas", ce sont les migrants ici qui interpellent leurs familles là-bas : "Les antirétroviraux vont arriver, il faut aller faire le dépistage, il faut utiliser le préservatif". Et 4 ans après, dans le "Syndrome du silence", c'est de là-bas qu'on ré-interpelle les migrants : "Oui, mais vous êtes soignés au Nord, quand vous revenez ici, vos femmes, il faut pouvoir leur dire d'aller se faire dépister". En 1997,

on parle pendant 60 minutes de cette maladie sans la nommer ! En 2007, tout le tournage est centré autour de deux personnes séropositives, une à Kayes, l'autre à Paris, qui ne se connaissent pas et qui se parlent à travers le film !

Denis Mechali raconte : “Dans le film “Le syndrome du silence” il y a le témoignage d'une personne d'une association de personnes vivant avec le VIH, qui s'est énormément impliquée, et qui, par ce biais, a retrouvé une solidité d'homme et a amplifié son rôle social à Kayes. Quand il est venu en France, il a rencontré un travailleur de Kayes, suivi dans mon service à Saint-Denis. Il était très intéressé, car son épouse était à Kayes. Le migrant vivant à Saint-Denis, travaillant à Saint-Denis, avait appris à gérer la problématique de la maladie avec son équipe hospitalière, avec une attention au secret personnel par rapport à l'entourage. Il était fasciné de découvrir qu'un frère, un Kayésien faisait du témoignage à visage découvert, du plaidoyer : “Le fait d'avoir cette maladie ne nous rend pas citoyens de seconde zone”.

Le film n'est qu'un outil pour la circulation du message d'ici vers là-bas, de là-bas vers ici... ces films permettent un dialogue entre Nord et Sud, entre milieu urbain et rural, entre milieu hospitalier et hors hospitalier, entre un forum de santé et une palabre dans un foyer. Les espaces de dialogue autour de cette pathologie, qui reste difficile d'aborder, dont il faut pouvoir parler avec ses mots, continuent à exister par le biais de ces outils : les gens arrivent à se parler. Parfois des choses complexes sont dites avec des mots simples. Les personnes qui font partie de ces films ne sont pas des acteurs, encore moins des professionnels de santé, mais ils acceptent de “se mettre en scène” pour montrer un préventif, parler du dépistage, etc.

Une démarche politique

Ces outils vidéos sont produits par le GRDR, mais ils appartiennent avant tout aux associations des migrants qui les ont conçus, réalisés et diffusés. Avoir parlé du “lévirat” en “Trajectoires santé ici et là bas” a-t-il fait reculer cette pratique dans la région de Kayes ? Non, sûrement pas,

quand on sait que cette coutume est le seul filet social pour une femme veuve. Ce qui est important dans cette histoire, ce n'est pas l'arrêt ou la réduction de cette pratique, c'est qu'elle est mise en débat, mais qu'elle fasse débattre !

L'information sur le dépistage a-t-elle eu une influence sur le taux de dépistages volontaires ? Peut-être... Mais, comme le dit le Dr. Mechali, c'est l'arrivée des antirétroviraux (ARV) à Kayes qui a donné l'espoir aux gens de pouvoir être pris en charge s'ils étaient porteurs du virus ! Mais ce qui est important dans le film, ce n'est pas tant l'incitation au dépistage, quand le plaidoyer qui est fait pour la décentralisation sanitaire et l'accès aux ARV même en zone rurale !!! Ce qui est important, ici, c'est que les migrants au Foyer, disent aux professionnels de santé “vous et votre sida... Pour nous la santé c'est le prix du mil qui augmente au village, c'est avoir des papiers pour pouvoir travailler et envoyer de l'argent au pays, car 20 personnes comptent sur nous ! Nos conditions de logement, de vie, sont minables ! L'entretien du capital santé est votre dogme à vous ! Nous on est écrasés par des enjeux de survie au quotidien !” “Votre prévention nous vexé, nous stigmatise !” Ils disent qu'ils se sentent infantilisés par les discours simplificateurs, voire simplistes qu'on leur adresse.

Ne pas comprendre le diagnostic ou le pronostic technique semble aller dans la logique des rapports de pouvoir asymétriques où le patient n'est pas au centre de la relation thérapeutique. Le jargon conforte le patient dans l'idée d'un “savoir pouvoir” qui ne peut pas être interrogé.

L'objectif politique de la démarche est également de dire que la migration est une richesse alors qu'on communique à son sujet comme s'il s'agissait d'un “problème” ! Les lettres vidéos prétendent identifier les relations sociales et admettre la pleine égalité des hommes.

* Responsable Programme Interface Santé au GRDR

** Dr Denis Mechali, Chef de service du Service Maladies Infectieuses et Tropicales, Hôpital Delafontaine, St. Denis (France).

¹ www.grdr.org

² ESTHER : Ensemble pour une Solidarité Thérapeutique Hospitalière en Réseau : www.esther.org Les parrains étaient M. Chirac, président de la République, et M. Kouchner, ministre de la Santé et président d'ESTHER



Le centre de documentation du Cota

Le centre de documentation du Cota : la référence en matière d'information relative au développement

Le COTA gère et anime un centre de documentation qui met à votre disposition de l'information technique et méthodologique utile dans le cadre de la mise en œuvre de projets de développement durable.

Le centre de documentation du COTA s'adresse principalement aux "coopérants ONG" et au personnel de terrain des projets de développement. Notre centre est néanmoins ouvert à tous : étudiants, personnes originaires de pays en développement désireuses de rentrer au pays pour y monter un projet ou une petite entreprise,...

La bibliothèque, ouverte gratuitement au public, comprend plus de 24 000 documents et reçoit régulièrement environ 300 périodiques et newsletters. La majorité de ces documents sont en langue française ou anglaise, mais certains sont en espagnol ou en portugais.

Les documents sont rangés selon le système de classification SATIS, qui comprend huit grands thèmes divisés chacun en sous-thèmes :

- Le développement en général et la coopération au développement en particulier
- Quelles énergies pour un développement durable
- Les techniques de gestion de l'eau (approvisionnement, épuration, distribution)
- Le développement agricole (agronomie tropicale, agriculture biologique, gestion de terre)
- La transformation des produits agroalimentaires
- La petite entreprise, l'artisanat
- La construction, principalement en matériaux locaux
- La santé, la mise en place et l'organisation de structures de soins de santé primaires.

Le centre de documentation offre un service personnalisé d'aide à la recherche et met à votre disposition un ordinateur. Il offre également la possibilité de recevoir gratuitement la liste de nos nouvelles acquisitions ou des listes thématiques sur les sujets qui vous intéressent.

Le centre de documentation du COTA fait partie de SUDOC, réseau de centres de documentations belges francophones spécialisés dans les questions de développement et les relations Nord-Sud. SUDOC a créé un catalogue commun regroupant les bases de données documentaires des six centres de documentation membres du réseau (CNCD, CETRI, COTA, Iles de Paix, SEDIF et UNICEF).

Vous pouvez consulter le nouveau site Sudoc (www.sudoc.be) qui reprend une présentation sommaire de ces six associations, une palette de nouveaux services qui



seront bientôt mis en ligne (nos coups de cœur, des dossiers thématiques, une rubrique Actualités et une rubrique Education au développement) ainsi qu'un catalogue collectif interrogeable en ligne.

Consultation et prêt des documents :

Le centre de documentation est accessible gratuitement à tous les visiteurs. Chaque visiteur peut emprunter jusqu'à 5 documents pour une durée de 15 jours. Une participation de 0,5€/document est demandée pour le prêt. Vous pouvez également vous abonner pour une durée d'un an (6€). Une photocopieuse (noir et blanc) est à disposition des visiteurs pour permettre de photocopier les documents (0,10€/page).

Informations pratiques :

COTA asbl – Centre de documentation

Rue de la Révolution, 7

1000 Bruxelles - Belgique

Tél. +32(0)2 218 18 96

Fax. +32(0)2 223 14 95

Accès en transports en commun (métro : Madou, tram : 92, 94, bus : 29, 63, 65)

Horaires :

Le centre de documentation est ouvert du lundi au jeudi de 9h à 13h et de 14h à 17h, le vendredi de 14h à 17h.

Contacts :

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à contacter les documentalistes : Valérie Bertrand (valerie.bertrand@cota.be) et Frédéric Piron (frederic.piron@cota.be).



Photo : Marie-Agnès Leploideur/Sujifa International

Courir après le changement. Le cheminement du COTA

Stephane Boulc'h

La façon dont le COTA s'est investi dans l'éducation au développement (ED) a beaucoup évolué en trente ans. La façon d'appréhender la nécessité de suivre et évaluer ces actions aussi a beaucoup varié suivant l'air du temps, le regard de l'association sur la société et les enjeux de développement, les conceptions en cours sur l'éducation au développement, les règles de cofinancement...

Avant la réforme du cofinancement de 1997, les initiatives de l'ONG relevaient soit de l'envoi de coopérants, soit de l'ED. Ces dernières ont essentiellement consisté en publications¹, en conférences-débats² et autres séminaires³, ainsi qu'en encadrement de stagiaires. Nous avons quelquefois fait l'expérience de produire des courts-métrages vidéo⁴, des émissions de radio⁵, des jeux pédagogiques⁶...

La réforme amène la reconnaissance de l'offre de services comme catégorie d'activités. Le COTA commence alors à dissocier les services d'information et de conseil qu'il adresse aux praticiens du développement de ceux qu'il destine

à un plus large public. Cela l'amène évidemment à mieux distinguer les objectifs qu'il poursuit auprès des uns et des autres.

Des activités conçues et menées auparavant dans la même dynamique ont commencé à évoluer de façon plus indépendante les unes des autres. L'ONG s'est efforcée de maintenir une cohérence, mais l'évolution des services dépend beaucoup des demandes et besoins exprimés par le secteur, de l'évolution des méthodes et pratiques, etc. Il se trouve aussi que les compétences d'appui et de conseil ont été de plus en plus sollicitées. Le COTA a donc misé sur le développement de cette branche. Cela s'est fait au détriment de l'ED même si le COTA continue de mettre en œuvre des activités financées comme telles.

Fragmenter les activités pour mieux définir les changements visés ?

En dépit des étiquetages et malgré la distance croissante qui les sépare, ED et services entretiennent toujours des rapports étroits autant

qu'ambigus. Les derniers "Midis du Tiers Monde" auxquels le COTA a contribué étaient plutôt réservés à des acteurs "potentiels ou avérés" du développement qu'à des publics devant être "sensibilisés". Nos activités d'études-recherches, bien que considérées comme des services, comportent des volets de sensibilisation. Si le COTA entend promouvoir une approche ou une problématique, il doit préalablement convaincre les bénéficiaires de son intérêt ; sa démarche d'information et d'appui passe par une étape de sensibilisation.

Même si nos services s'adressent à des publics chaque année plus spécifiques, beaucoup de nos produits d'information restent accessibles au plus grand nombre tant par la forme qu'en raison des moyens de diffusion que nous privilégions.

Les résultats de recherches pointues ont pu être publiés avec des maisons d'éditions largement distribuées, comme Karthala, l'Harmattan ou Couleur livres...

Ils ne sont pas expressément adressés au grand public, les efforts de diffusion, de promotion et d'évaluation ne sont pas orientés vers celui-ci mais il demeure le principal "consommateur" de nos messages.

Des perceptions (forcément) partielles

Du fait de cette duplicité tacite, lorsque pour chaque volet nous fixons précisément les changements que nous cherchons à atteindre, nous avons conscience de limiter d'emblée notre perception de l'impact à des contextes et à des publics plus restreints que ceux auxquels nous nous adressons.

Nous nous employons à créer des espaces et à mettre sur pied des interfaces garantissant que nos publics explicitement visés le soient en priorité ; nous pouvons aligner des statistiques attestant que tels ou tels bénéficiaires ont été atteints et tirent le profit souhaité des informations mises à leur disposition, mais cela ne peut se faire réellement que sur des niches extrêmement ciblées

et figées dans des statuts et des temporalités artificiels. A un moment ou dans un contexte donné, on pourra opportunément distinguer un étudiant d'un professeur, d'un chercheur, d'un consultant, d'une association de migrants, d'une ONG, d'une commune, d'un syndicat, etc. mais beaucoup de nos interlocuteurs et/ou bénéficiaires avérés portent plusieurs casquettes ou en changent souvent. Les choses se compliquent lorsqu'on considère ces professionnels dans un cadre privé. Beaucoup de personnes qui sollicitent des conseils pour des projets de solidarité qu'elles envisagent de mettre sur pied, bien que nous les considérons parmi les praticiens auxquels sont destinés nos services, sont en réalité des novices confirmés. Des publics a priori avertis ne sont pas forcément plus sûrs de leurs acquis lorsqu'ils abordent une nouvelle technique ou un domaine d'activité inconnu...

La majorité des consultations de nos productions sont le fait d'une grande masse anonyme. Nos bilans sont bien forcés d'en tenir compte pour attester du fait qu'il y a bien un public pour ce que nous proposons, mais les techniques disponibles à ce jour et les modes de consommation de l'information en cours à l'ère des multimédias en réseau, ne nous permettent pas d'en savoir davantage...

Les ECHOS DU COTA franchissent le Rubicon

Même si la revue n'est plus considérée comme une activité d'ED depuis 2000, son exemple est assez représentatif des pistes que nous explorons pour y parvenir malgré tout. Les intentions de la rédaction sont restées les mêmes : fournir en français aux acteurs du développement, des informations pratiques et des réflexions sur diverses thématiques, les sensibiliser sur les conséquences des pratiques et techniques et la nécessité d'en maintenir un usage critique et averti. A l'époque toutes les revues d'ONG étaient financées dans l'ED. Compte tenu de la nature du contenu et des intentions, il était plus cohérent d'affirmer comme un service destiné à des "professionnels". Cela cachait aussi le désir de restreindre les problèmes d'évaluation.

Nous n'avons pas pour autant radié de nos listes les lecteurs qui ne correspondaient pas aux profils visés en priorité. Mais, nous ne nous préoccupons plus d'identifier des changements dans la nébuleuse de tous nos lecteurs mais parmi des groupes mieux délimités et avec lesquels nous pouvions poursuivre des objectifs plus précis que de prétendre informer.

La première priorité a donc été de se donner les moyens de mieux connaître nos lecteurs. D'abord en se dotant d'une base de données des abonnements qui permette de gérer un maximum d'informations utiles sur leurs caractéristiques, leurs usages de la revue et leurs besoins ; ensuite en stimulant leur participation à la revue.

Plus qu'un produit d'information : un support de changement

Cette participation est en plus pour nous un indicateur d'intérêt. Les réactions obtenues nous informent aussi sur les attentes du lectorat quant à la fonction de la revue, sa forme ou son contenu. Plusieurs pistes ont été explorées pour l'obtenir :

- Une plus grande information sur les thèmes à venir qui invite à réagir aux modes de traitement des sujets et à proposer des articles (le nombre et la qualité des articles retenus sont des indicateurs importants d'implication, des attentes des auteurs en termes d'échange car une des fonctions de la revue est de favoriser les rapprochements, la réflexion et les débats d'idées).
- Une série de services et d'applications qui invitent les lecteurs à commander ou télécharger des articles ou des exemplaires, ainsi qu'à donner leur avis sur la revue⁷.
- Nous avons tenté il y a 6 ans d'ouvrir un forum spécifique à la revue. Ça n'a pas fonctionné de manière significative (la gestion/animation prenait du temps pour un rendement assez faible).
- Pendant deux ans, nous avons fait l'expérience d'un comité de supervision externe. Il était composé de chercheurs, de professeurs du supérieur, de responsables d'ONG, de

consultants censés se prononcer sur la qualité et orienter l'évolution de la revue... Nous ne sommes jamais parvenus à obtenir des membres qu'ils formalisent leurs commentaires par écrit (il était prévu de les rendre publics: ils étaient insérés aux contributions du forum). On a préféré continuer à fonctionner de façon informelle.

L'ensemble des réponses obtenues par ces voies ne permet pas une évaluation exhaustive des influences exercées mais c'est un moyen de tirer des éléments d'inspiration pour l'évolution de la revue.

L'enjeu est de parvenir à créer un cycle d'actions-réactions suffisamment constant pour permettre de déceler, sur un terme moyen ou long, des évolutions dans les questions et les avis exprimés qui puissent être extrapolés en constats relatifs aux pratiques et conceptions du développement...

Le changement n'est plus seulement considéré comme un résultat mais comme le moteur de l'activité.

Dépasser les limites des enquêtes ponctuelles

Créer et entretenir une relation constante avec le lectorat permet de contourner certaines difficultés liées au suivi-évaluation des projets d'information. Les outils de gestion à mettre en place pour y parvenir font que cette nécessité n'est plus une étape du cycle du projet. Elle est intégrée comme une activité à part entière et permanente.

La plupart des techniques d'enquêtes sociales appliquées à la diffusion d'informations ne sont pas adaptées à des tirages de moins de 1000 exemplaires, ou alors elles requièrent du temps et des moyens dont notre ONG ne dispose pas. Très vite, nous avons renoncé à l'envoi de formulaires d'enquête. A notre échelle d'intervention, le taux de réponse est rarement suffisamment représentatif pour être signifiant. De plus, les retours sont rarement critiques lorsqu'ils sont

sollicités.

Une fois par programme néanmoins, nous procédons à des campagnes d'interviews pour estimer si, comment et dans quelle mesure l'information diffusée est jugée utile et si elle est utilisée concrètement.

Nous ne procédons pas pour ce faire à des échantillonnages proportionnellement représentatifs (il faudrait pour cela approcher presque tout le monde). Sont consultés deux publics spécifiques : des acteurs de la coopération impliqués dans des actions au Sud, des centres de documentation. Les uns sont interviewés de visu, les seconds par téléphone.

Une influence à relativiser

Les impressions recueillies suite à des enquêtes ponctuelles ne peuvent être généralisées. On se rend rapidement compte que les flux d'informations sont tels que les bénéficiaires ont du mal à distinguer, voire à contrôler les diverses influences qui s'exercent sur eux; ils ne font pas la différence entre l'apport de l'ONG via sa revue ou ses autres services ; on ne sait jamais vraiment quand le témoin s'exprime à titre personnel ou pour son organisation ; si l'intérêt pour une revue comme la nôtre est manifeste, il n'est pas non plus constant...

Ponctuellement, on peut espérer exercer une influence sur la réflexion de quelques abonnés, leur procurer de la matière utile à leur travail, attirer leur attention sur certaines questions, leur rendre compte de l'évolution du secteur... mais même si c'est avéré il est rare qu'un lecteur puisse établir précisément que tel ou tel article ou information l'a conduit un jour à changer ses pratiques. Parfois même il aura intérêt à ne pas l'admettre. Pour nous rendre compte de effets de notre travail sur le leur il faudrait en plus qu'ils tiennent à nous rendre compte de leurs activités, ce à quoi rien ne les oblige. Ce que les gens font des informations qu'ils reçoivent, après tout, ça ne regarde qu'eux !

En définitive, les résultats n'ont de valeur que si l'on peut les comparer aux informations que les dispositifs récurrents nous fournissent.

Le COTA un acteur de l'ED responsable de changements ?

On ne peut pas aborder la question du changement en faisant fi de l'histoire et de la légitimité d'une organisation. Celle-ci se construit aussi avec du temps (même si elle peut s'écrouler en un clin d'œil). Il a fallu aussi développer un métier et des relations, des capacités à tisser des partenariats, à s'insérer dans des réseaux...

Qu'on la juge ou non positive, l'ONG peut se targuer d'avoir eu une influence certaine sur le secteur de la coopération belge et même sur la société belge. Il a par exemple contribué à la création d'organismes spécialisés sur des thématiques comme le commerce équitable avec Max Havelaar ou les énergies renouvelables avec l'APERRE et en quelque sorte à l'émergence de ces thématiques dans les préoccupations de l'opinion. Mais ces influences ne découlent pas d'interventions isolées et ponctuelles. Il a fallu s'entourer de partenaires aux compétences et influences spécifiques. Il a surtout fallu du temps pour que des idées "percolent", quitte à ce qu'elles soient reprises ensuite par des gens plus à même de les porter.

Il n'est pas dans les aptitudes ou dans le désir du COTA de prétendre seul embrasser une démarche globale telle que celle préconisée dans le référent d'ACODEV. On se considérera à la rigueur comme pourvoyeur d'informations susceptibles de servir ceux dont l'ED est davantage le métier à proposer et alimenter des activités... Nous sommes donc un chaînon du processus.

Le fait que les gens aient la possibilité de connaître une information à laquelle jusqu'ici ils n'avaient pas accès est déjà un changement significatif. Le meilleur moyen de s'en assurer c'est d'inté-

grer dans sa logique d'intervention des espaces d'échanges et de collaborations qui garantissent que l'information ne sera pas stockée inerte dans un tiroir mais continuera de vivre, d'être échangée et discutée.

S'il est une autre leçon à tirer de l'expérience de la revue c'est qu'il n'existe pas d'outil fini, vendable clé sur porte pour identifier et suivre le changement. Par essence, celui-ci n'est jamais établi ; c'est un état de transition permanente... Une chaîne de réactions qui s'imbriquent sans fin. On peut à la rigueur spéculer sur des souhaits, mais s'engager dans des échanges, construire du changement par l'interaction, c'est accepter des issues improbables, des interprétations décalées, des usages inattendus... Le tout est de savoir rebondir, procéder aux ajustements nécessaires. Ils sont inévitables et pourraient finalement aussi être perçus comme des indicateurs de changements...

¹ Exemples : deux ouvrages parus chez Karthala : "Médiarésistance, un écho pour les voix discordantes", en 2000 et "Paroles d'Afrique centrale, briser les silences", avec l'Institut Panos Paris, en 2003 ; "Cheminement d'une action de développement" L'Harmattan (1992) ou "Les ONG qu'est-ce que c'est ?" Couleur Livres (2005)...

² Notamment dans le cadre des "Midi du Tiers Monde" organisés pendant plusieurs années avec les autres organisations du groupement Idées (ITECO, GRESEA, le Monde selon les femmes et le CNCD).

³ Exemples : Le transfert des biotechnologies au Sud (1988), Les alternatives aux cultures illicites (1989), Les financements alternatifs (1994). En 1998, le COTA s'associe avec l'APRAD pour organiser des discussions sur le média activisme dans le développement.

⁴ "La métamorphose de la petite feuille" film d'animation sur la problématique "Drogues et développement" réalisé avec Graphoui en 1990.

⁵ Les 12 émissions de radios intitulées " Démocratie, environnement, développement", réalisées par Echos communications et diffusées notamment sur les ondes de la RTBF en 1995, ont été produites par le COTA.

⁶ Jeux de carte pédagogique (de type "Mille bornes") sur la lutte contre la désertification au Sahel.

⁷ Des formulaires sont mis à disposition pour ceux qui souhaitent s'exprimer spontanément et les lecteurs du Sud qui bénéficient d'abonnements gratuits doivent en échange remplir deux formulaires de suivi par an. Ceux-ci sont conçus de manière à ce que les lecteurs décrivent l'usage qu'ils font de la revue, ce qu'ils en retirent et émettent des suggestions...

Sur le thème du trimestre...

Recherches sur le thème du trimestre

Tous les documents avec une mention COTA (cote de rangement ou disponibilité) sont consultables au centre de documentation du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 17h (sauf le vendredi matin).

Les autres documents peuvent être commandés en librairie ou via l'éditeur.

>> Building Public Awareness of Development : Communicators, Educators and Evaluation

Annette Scheunpflug, Ida McDonnell
OCDE, Paris, 2008, 46 p.

Référence Internet : <http://puck.sourceoecd.org/vl=6247855/cl=14/nw=1/rpsv/cgi-bin/wppdf?file=5kzftpxs16ln.pdf>

>> A Guide to Measuring Advocacy and Policy

Jane Reisman, Anne Gienapp, Sarah Stachowiak

The Annie E. Casey Foundation, Baltimore, 2007, 32 p.

Référence Internet : www.organizationalresearch.com/publications/a_guide_to_measuring_advocacy_and_policy.pdf

>> Global Education, Public Awareness : Raising and Campaigning on Development Issues. An Overview of Evaluation Practice and Policy

Eddie O'Loughlin, Liam Wegimont

OCDE, Paris, 2007, 32 p.

Référence Internet : www.oecd.org/dataoecd/43/59/38405962.pdf

>> Le consensus européen pour le développement : le rôle de la sensibilisation et de l'éducation au développement

Commission européenne, Bruxelles, 2007, 23 p.

Référence Internet : http://ec.europa.eu/development/center/repository/PUBLICATION_CONSENSUS_FR-067-00-00.pdf

>> A Handbook of Data Collection Tools : Companion to "A Guide to Measuring Advocacy and Policy"

Jane Reisman, Anne Gienapp, Sarah Stachowiak

The Annie E. Casey Foundation, Baltimore, 2007, 45 p.

Référence Internet : http://organizationalresearch.com/publications/a_handbook_of_data_collection_tools.pdf

>> The Challenge of Assessing Policy and Advocacy Activities : Strategies for a Prospective Evaluation Approach

Kendall Guthrie, Justin Louie, Tom David, Catherine Crystal Foster

The California Endowment, Los Angeles, 2005, 54 p.

Référence Internet : www.calendow.org/uploadedFiles/Publications/Evaluation/challenge_assessing_policy_advocacy.pdf

>> Guide pour la catégorisation

des résultats : outil de catégorisation des résultats de projets de promotion de la santé et de prévention

Bernhard Cloetta, Adrian Spörri-Fahrni, Brenda Spencer, et al.

Promotion Santé Suisse, Lausanne, 2005, 27 p.

Référence Internet : www.inpes.fr/outils_methodo/categorisation/guide-fr.pdf

>> Monitoring and Evaluating Advocacy

BOND, Londres, 2005, 5 p.

Référence Internet : www.innonet.org/client_docs/File/advocacy/bond_monitoring.htm

>> Atelier d'échanges en évaluation d'actions d'éducation au développement (France, Grand duché de Luxembourg, Portugal et Belgique) : compte-rendu

Adélie Miguel Sierra, Brigitte Gaiffe

ITECO, DEEEP, Bruxelles, 2005, 75 p.

Référence Internet : www.deeep.org/fileadmin/user_upload/downloads/Evaluation_of_impact/fr_group_report.doc

>> L'évaluation et le suivi participatifs : apprendre du changement

Marisol Estrella, Jutta Blauert, Dindo Campilan
CRDI- Karthala, Paris, 2004, 395 p.

Cote Cota : 116-EST-e

>> Signes de changement : évaluer les incidences de nos acti-

vités d'engagement du public.
Rapport d'atelier, les 6 et 7 avril
2003, Ottawa
Mary O'Neil
CCCI, Ottawa, 2003, 53 p.

Référence Internet : www.cccic.ca/f/docs/002_public_signs_of_change.pdf

>> Lessons in Evaluating Communications Campaigns : Five Case Studies

Julia Coffman
Communications Consortium
Media Center, Washington,
2003, 42 p.

Référence Internet : www.mediaevaluationproject.org/HFRP2.pdf

>> Monitoring and Evaluating Advocacy : a Scoping Study

Jennifer Chapman, Amboka
Wameyo

ActionAid, Londres, 2001, 55p.
Référence Internet : www.actionaid.org/assets/pdf/Scoping%20advocacy%20paper%202001.pdf

>> Liste de vérification pour l'autoévaluation : le plaidoyer

NGO Code of Good Practice,
Genève, s.d., 17 p.

Référence Internet : www.hivcode.org/french-code/le-code-de-bonnes-pratiques-pour-les-ong-ripostant-au-vih sida/

>> Document de présentation du projet «Penser localement, agir autrement : des démarches, stratégies et approches d'implantation de comportements pro-environnementaux et habitudes de vie durables

ICI environnement, Montréal,
s.d., 29 p.

Référence Internet : www.aqperre.qc.ca/ERE/passeport/pdf/Resume_TR/Pr%C3%A9sentation_MBenli-zidia.pdf

>> La communication socio-éducative : comparaison avec les modèles de la presse, de la publicité et de l'école (document de travail)

Thierry De Smedt
COMU – GReMS, Louvain-la-Neuve, s.d., 20 p.

Référence Internet : www.icampus.ucl.ac.be/claroline/bac-kends/download.php?url=L0RvY3VtZW50c19kaWRhY3RpcXVlcy9jb211X3NvY2lvLWVkdWVucHB0&cidReset=true&cidReq=COMU2604

LES ECHOS DU COTA EN LIGNE

[HTTP://WWW.COTA.BE](http://www.cota.be)

Sur le site du COTA, une rubrique réservée à la revue vous permet de:

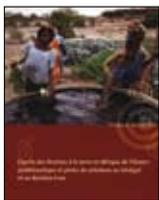
- télécharger d'anciens n° et des articles supplémentaires en version Pdf,
- commander une version électronique de tous les numéros et articles parus,
- consulter la table des matières complète de la revue,
- remplir ou nous faire parvenir une demande d'abonnement,
- nous adresser vos remarques et suggestions.

Cette rubrique n'est pas une version numérique de la revue, mais une interface destinée à faciliter les échanges avec le lecteur et à l'associer davantage à notre travail. C'est un outil précieux pour mieux vous connaître. Visitez-le. Utilisez-le.



Nouveautés en bibliothèque

Vous pouvez retrouver la liste complète des nouvelles acquisitions du centre de documentation sur notre site (<http://www.cota.be>) ou encore la recevoir par courrier électronique (sur demande bibliotheque@cota.be). Les ouvrages repris ci-dessous sont disponibles en consultation au centre de documentation. Si vous désirez acquérir un de ceux-ci, veuillez contacter le diffuseur indiqué.



>> L'accès des femmes à la terre en Afrique de l'Ouest : problématiques et pistes de solutions au Sénégal et au Burkina Faso

Projet FAO Dimitra, Bruxelles, 2008, 47 p.

Cote Cota : 118-DIM-a

Depuis quelques années, la société civile réclame une meilleure prise en charge par les autorités des problèmes qui entravent l'accès équitable des femmes à la terre et aux autres ressources naturelles. Des lois ont été adoptées donnant les mêmes droits aux hommes et aux femmes concernant l'accès à la terre. Mais sur le terrain, la réalité demeure différente...



>> Migration et développement : un mariage arrangé

Catherine Schümperli Younossian

The Graduate Institute, Genève, 2008, 271 p.

Cote Cota : 133-GRA-m

Le présent dossier s'intéresse, par le biais d'études de cas, aux effets des transferts de fonds des migrants sur le développement, au rôle des diasporas et aux migrations circulaires. Il examine également les politiques et pratiques menées par la Suisse dans le domaine des migrations.



>> Les enjeux géographiques du développement économique

Jean-Claude Prager, Jacques-François Thisse

AFD, Paris, 2009, 141 p.

Cote Cota : 114-PRA-e

L'espace influence l'économie tandis que le développement est un puissant sculpteur de la géographie. Dès lors, n'est-il pas raisonnable de penser que l'économie géographique puisse améliorer notre connaissance des mécanismes favorisant le développement de certains territoires et la stagnation d'autres? C'est à cette question qu'est consacré ce rapport...



>> **Précis de réglementation de la microfinance**

Laurent Lhériaux
AFD, Paris, 2009, 359 p.
Cote Cota : 111.4-LHE-p

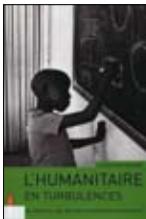
Ce livre fait le point sur les diverses approches de la réglementation de la microfinance, et plus largement de celles visant l'inclusion financière, qui dépendent du niveau de développement du secteur bancaire mais également de contraintes économiques et sociales. Un «corpus juridique» propre à la microfinance se dégage de plus en plus, prenant en compte les spécificités de ce compartiment du secteur financier.



>> **Les essentiels du genre 09 : genre et développement durable**

Claudine Drion
Le Monde selon les Femmes, Bruxelles, 2009, 72 p.
Cote Cota : 118-DRI-e

Ce nouveau numéro de la collection «Les essentiels du genre» propose une vision globale articulant les sphères environnementales, sociales et économiques en la croisant avec une approche de genre. C'est une manière de situer l'économie dans le système avec une place relative et subordonnée à ces autres dimensions, en partant des besoins sociaux pour aller vers plus d'égalité.



>> **L'humanitaire en turbulences : les ONG face aux défis de la solidarité internationale**

Christian Troubé
Autrement, Paris, 2006, 251 p.
Cote Cota : 111.3-TRO-h

ONG. Depuis trente ans, le sigle est entré dans les moeurs, alors que notre pays s'enorgueillit de posséder un vaste réseau d'associations tournées vers la solidarité internationale. Interventions médicales d'urgence, aide au développement des pays du Sud, défense des droits de l'homme et de l'environnement, alternatives citoyennes, les ONG agissent là où les Etats ne veulent ou ne peuvent pas le faire...



>> **Les modèles de l'évaluation : textes fondateurs avec commentaires**

Jean-Jacques Bonniol, Michel Vial
De Boeck Université, Bruxelles, 2006, 368 p.
Cote Cota : 116-BON-m

En proposant un panorama critique des comportements d'évaluation, cet ouvrage aide à se repérer dans les différents courants, depuis l'évaluation-mesure jusqu'à l'évaluation complexe, dans le but d'une utilisation dépassionnée des champs, des outils et des savoirs produits.



>> Como la sal en la sopa : conceptos, métodos y técnicas para profesionalizar el trabajo en las organizaciones de desarrollo

Gesa Grundmann, J. Stahl
Abya-Yala, Quito, 2003, 300 p.
Cote Cota : 116-GRU-c

Le présent manuel offre un cadre conceptuel du développement, des méthodes et des techniques ainsi que des recommandations pour les mettre en pratique. Il s'adresse aux acteurs et aux organisations de développement, pour appuyer leur professionnalisation et pour améliorer la qualité de leur travail.



>> My sweet la mancha

Médecins sans Frontières, Genève, 2005, 439 p.
Cote Cota : 111.3-MED-m

De juillet à octobre 2005, membres, volontaires, salariés, personnel national et international de Médecins Sans Frontières ainsi que des personnalités de l'univers humanitaire ont été invités à s'exprimer et à offrir leur vision des principes d'action de l'association. Points de vue, réflexions, anecdotes, idées, questionnements, remises en cause et critiques... à la tonalité tantôt mesurée, parfois décalée, souvent corrosive.



>> Jeu de gouvernance : regards et réflexions sur un concept

Marc Hufty, Alexandre Dormeier Freire, Pauline Plagnat, Vanessa Neumann
Karthala / IUED, Paris, 2007, 242 p.
Cote Cota : 110-HUF-j

La "gouvernance" est devenue un mot clé de la réflexion sur les sociétés. Cet ouvrage s'inscrit au sein des débats autour de ce concept, avec l'intention de contribuer à en préciser le sens, tout en illustrant les difficultés liées à son utilisation dans le domaine des relations internationales et du développement. Il représente l'aboutissement d'un débat et de patients travaux d'écriture à l'IUED.



>> Là-bas... na poto...

D. Sondag-Thull
Croix Rouge, Bruxelles, Kinshasa, 2007, 84 p.
Cote Cota : 133-SON-l

Périodiques

>> Terres accaparées, paysans exclus

SOS Faim

Défis Sud, n°89, juin-juillet 2009

Dans le contexte des crises alimentaire, économique et financière, les terres agricoles sont au cœur des enjeux. En avril dernier, les ministres de l'agriculture du G8 et du G5 ont promis l'élaboration d'un « code de conduite » concernant l'acquisition des terres arables. Mais l'on devra s'interroger sur l'efficacité des codes qui n'ont pas valeur de loi. La défense des agricultures paysannes nécessitera sans doute des réformes plus fondamentales

et de meilleures politiques agricoles.

>> Water and climate change

DLG, GTZ

Rural 21, vol. 43, n°4, 2009

Les pays en développement sont les plus menacés par les impacts hydrologiques du réchauffement climatique. L'eau est une ressource critique et est affectée par le changement climatique de diverses façons, souvent complexes, telles que les changements de température et la montée du niveau des mers, les modifications de précipitations ou la fonte des glaciers.

>> Spécial Maroc Afrique Agriculture

Afrique Agriculture, n°371, juillet-août 2009

Ce numéro consacre son dossier thématique au Maroc, au travers de plusieurs articles : l'eau de mer pour l'irrigation ; le Maroc renforce sa lutte contre la désertification ; revalorisation de l'emploi dans l'agriculture ; exportations marocaines d'agrumes et de primeurs ; des contrats programmes pour relancer l'agriculture ; record de la production céréalière en 2009, valorisation pour une oléiculture durable et respectueuse de l'environnement.

Formations

>> Formation à distance (via Internet) pour le renforcement des capacités des radios communautaires et associatives des pays d'Afrique de l'Ouest.

Novembre 2009 à juillet 2010

Cette session vise le renforcement des capacités des radios communautaires et associatives d'Afrique Occidentale française. L'inscription est faite par la radio en tant que structure et non par un individu. C'est par conséquent la radio qui est sélectionnée pour participer à la formation. Une fois sa candidature acceptée, la radio désigne pour chaque module l'agent qu'il estime bien indiqué pour bénéficier de la formation afin que la structure puisse en tirer profit.

Durée de formation: 20 semaines + 4 ateliers virtuels + 1 atelier résidentiel

Pour toute information, détails sur le programme et formulaire d'inscription : <http://tofrraace.mediafrica.net/>

Camille Sawadogo, directeur du CEMECA

BP 210, DÉDOUGOU, Burkina Faso

Tel/fax : (00226) 20 52 10 22

Cell : (00226) 70 25 36 39

Courriel: camille_sawadogo@yahoo.fr

>> Gender Budgeting

25-26/02 2010, Bruxelles (Belgique)

Le Gender budgeting est un outil important des politiques publiques qui permet la mise en œuvre des engagements publics

pour l'égalité. Le monde selon les femmes propose un module de formation à cet outil.

Programme :

- Analyser comment les dépenses publiques favorisent ou empêchent l'équité de genre, quel est leur impact sur les hommes et femmes .

- Introduire les concepts de base sur les budgets sensibles au genre (BSG)

Informations : www.mondefemmes.org/formations/formations.asp?forma=31

Actualités

On nous informe :

>> Un festival du film autour de la souveraineté alimentaire

14-16/10 2009, Bruxelles (Belgique)

A l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation, Sos Faim organise au Botanique festival de films sur les enjeux Nord-Sud de l'alimentation et de l'agriculture. Au programme, diverses projections suivies de débats animés par des spécialistes des deux hémisphères.

Informations : vpi@sosfaim.org

>> 5th International Symposium of the German Forum Medien und Entwicklung (FoME - Forum Media and Development) Measuring Change II : Expanding Knowledge on Monitoring and Evaluation in Media Development

12-14/10/2009, Bad Honnef (Germany)

The conference is expanding its discussions on Monitoring and Evaluation (M&E) in media development cooperation launched in its October 2007 Conference, "Measuring Change".

Conference Aim : To share latest trends, tools, and learning regarding :

- Assessing media landscapes and training initiatives
- Evaluating how media development cooperation may affect media's potential to change societies
- Approaches to M&E from project implementer and donor

perspectives

Information : sofie.jannusch@cameco.org <<mailto:sofie.jannusch@cameco.org>>

>> Séminaire annuel CTA 2009 : Le rôle des médias dans le développement agricole et rural des pays ACP, 12-16/10 2009.

Les médias constituent un maillon stratégique dans la chaîne de diffusion et de transmission des informations entre les différents acteurs de l'agriculture et du développement rural dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Même si une circulation adéquate de l'information est aujourd'hui reconnue comme un élément indispensable dans la mise en œuvre des politiques et programmes agricoles, le traitement par les médias de questions cruciales comme la sécurité alimentaire, les techniques post-récoltes ou la maîtrise de l'eau, reste encore insuffisant ou trop souvent superficiel.

Informations : <http://annual-seminar2009.cta.int>

>> Deuxième conférence Internationale sur le Culture Africaine et le développement (ICAD) : "Culture africaine et les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)".

15-18/11 2009, Accra (Ghana)

Informations : www.icacdafrica.org, info@icacdafrica.org

>> L'interface environne-

ment-santé dans les villes africaines à l'aube du 21ème siècle

02-05/12 2009, Yaoundé (Cameroun)

Ce colloque se propose de trouver une articulation dynamique entre la politique de la ville, celle de l'environnement et celle de la santé dans les contextes africains. L'idée de cette démarche est de fédérer les actions des différents acteurs à différents niveaux (local, départemental, régional, national).

Informations : Prof René Joly Assako Assako (+237 22 22 92 81/+237 99 92 89 25 - rjassako@yahoo.fr) et Antoine de Padoues Nsgebe (+237 99 46 54 58 - ansegbe@yahoo.fr). site : www.ecologie-humaine.eu

>> Un nouveau jeu de sensibilisation à la souveraineté alimentaire : NAVATANE

Conçu par SOS faim et Centrum Informatieve Spelen (CIS), ce jeu permet aux participants de se glisser dans la peau d'un agriculteur ou d'une agricultrice vivant dans un pays imaginaire. Les joueurs doivent récolter et vendre leurs productions sur les marchés afin de pouvoir vivre de leur activité. Pour cela, ils disposent de trois tours de jeux. A chaque tour, la situation se complique... Ce jeu convient aux groupes de 12 à 35 joueurs.

Informations : Perrine Fournier, SOS faim- Agir avec le Sud, Tél : +32 2 548 06 85, pfo@sosfaim.org, site Web : www.sosfaim.org

LES THÈMES QUE NOUS SOUHAITONS TRAITER DANS LES PROCHAINS NUMÉROS SONT LES SUIVANTS* :

- N° 125 [DECEMBRE 2009]: ENTREPRISES ET DÉVELOPPEMENT
- N° 126 [MARS 2010]: VALORISATION DES COMPÉTENCES LOCALES
- N° 127 [JUIN 2010]: PARTENARIAT EN RESEAUX D'ÉCHANGES ET DE RENFORCEMENT...
- N° 128 [SEPTEMBRE 2010]: LE SUIVI

Si vous avez des articles à proposer en relation avec ces thématiques ou bien des thématiques à suggérer, n'hésitez pas à nous le faire savoir dans les meilleurs délais. Ils trouveront certainement une place dans nos pages ou sur le site.

Courriel : stephane.boulch@cota.be

Télécopie : + 32 2 223 14 95

Téléphone : + 32 2 250 38 36 ou 218 18 96

Veillez à nous contacter suffisamment à l'avance afin que nous puissions avoir le temps de discuter de votre projet, d'examiner comment l'insérer dans notre planning (au plus tard au début du mois qui précède celui de la parution : ainsi, par exemple, pour un numéro prévu pour la fin mars, ce serait début février. Passé ce délai, nous ne pourrions plus les accepter ou alors seulement pour notre site Internet).

♦ CRITÈRES DE SÉLECTION DES ARTICLES

Les articles doivent traiter d'une des thématiques planifiées et cadrer avec l'opinion que notre rédaction aura souhaité privilégier d'un commun accord avec nos partenaires et autres contributeurs ou les lecteurs qui se seront manifestés.

La revue étant un support d'échanges de propositions et d'alternatives, les articles sont sélectionnés en vertu de leur aptitude à susciter la réflexion, inspirer des expériences, lancer une discussion, influencer des projets de développement.

Si les versions finales ne nous parviennent pas dans les délais convenus avec le responsable de la rédaction, l'article ne sera pas publié dans la revue.

♦ FORMAT DES ARTICLES

- 10000 caractères maximum (sauf convention avec la rédaction)
- sous format électronique (courrier électronique ou disquette) (les fax et courriers sont admis si le contributeur n'a vraiment pas le choix)
- en format Microsoft Word
- sans mise en forme automatique (juste du gras pour les titres, chapeaux et inter-titres)
- Chaque article doit débiter, après le titre, par un chapeau en gras très bref qui résume ses intentions.
- Les notes doivent être indiquées manuellement et renvoyées en fin de texte
- Format Times New Roman, taille 12, simple interligne, justifié.

♦ RÉTRIBUTIONS

Chaque auteur dont le texte sera accepté sera rétribué sous la forme d'un versement de 50€ et d'un abonnement gracieux d'un an à la revue.

♦ DROITS

- La rédaction se réserve le droit de refuser de publier un texte si celui-ci ne correspond pas aux critères convenus entre elle et l'auteur ou si les délais de livraison ne sont pas respectés. L'auteur ne sera alors pas rétribué.

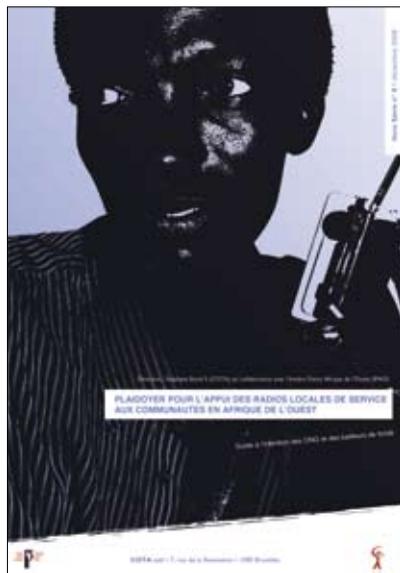
- L'auteur continuera naturellement à pouvoir disposer de son texte pour toute autre allocution et publication. Il devra toutefois s'engager à en référer au COTA et à signaler les références de la première parution dans les ECHOS.

- A moins que les parties en conviennent autrement, l'auteur concède le droit au COTA d'utiliser son texte comme bon lui semblera. Il va de soi que le COTA veillera à toujours mentionner l'auteur original et les références initiales de son texte.

♦ PUBLICATIONS SUR LE SITE

A la demande du COTA et si l'auteur y consent, un article refusé pourra éventuellement être publié sur le site en format Pdf dans la section dossiers thématiques. L'auteur ne sera alors pas rétribué financièrement mais pourra bénéficier d'un abonnement gratuit d'un an.

** Les sujets peuvent encore changer ou leur traitement reporté en fonction des activités du COTA, des suggestions des auteurs et lecteurs...*



PLAIDOYER POUR L'APPUI DES RADIOS LOCALES DE SERVICE AUX COMMUNAUTES EN AFRIQUE DE L'OUEST

COTA, HORS SÉRIE N°8, 2008, 244 PAGES, 5€

Ce huitième numéro de "Hors Série" est une extension du n° 5 paru en 2003. Son objectif est de démontrer l'intérêt des fonctions possibles des radios de proximité pouvant être mises à profit pour rencontrer quelques-uns des défis de développement majeurs auxquels doit faire face l'Afrique occidentale contemporaine. Cet ouvrage se compose de deux parties : d'une part une réactualisation des différentes composantes dont il faut tenir compte pour aborder la question des radios locales au service des communautés : perspectives historiques, définition, questions techniques, financières, de contenus, rôles et fonctions,... D'autre part, il tente de situer ces différents éléments dans le cadre des principaux enjeux et chantiers du développement, dont les Objectifs du Millénaire, et des spécificités propres à chacun d'eux en tenant compte des expériences de terrain. Les enjeux abordés sont notamment l'intégration régionale, le genre, la jeunesse, l'enseignement et l'action sanitaire, la fracture numérique, la transformation des conflits, la décentralisation et la participation citoyenne.



HORS SERIE N°7
INTRODUIRE LA PERSPECTIVE D'ACTEURS
DANS L'ANALYSE D'IMPACT
H.HADJAJ-CASTRO, A. LAMBERT



HORS SERIE N°6
LA PAUVRETE EN REFERENCES
M. TOTTE



HORS SERIE N°5
RADIOS COMMUNAUTAIRES EN
AFRIQUE DE L'OUEST
S. BOULCH



HORS SERIE N°4
HISTOIRES D'EVALUATION
S. DESCROIX



HORS SERIE N°3
NORD-SUD, SE DOCUMENTER ET
ORGANISER UNE RECHERCHE
P. GERADIN, C. SLUSE



HORS SERIE N°2
ORGANISER L'EVALUATION D'UNE ACTION
DE DEVELOPPEMENT DANS LE SUD
C.LELOUP, S. DESCROIX



LES ONG QU'EST-CE QUE C'EST ?
COTA, COULEUR LIVRES



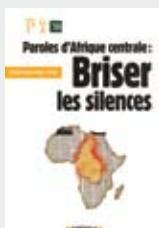
CHEMINEMENT D'UNE ACTION DE DEVELOPPEMENT
E. BEAUDOUX, G. DE CROMBRUGGHE, F. DOUX-CHAMPS, M.C. GUENEAU, M. NIEUWKERK



MEDIA RESISTANCE
S.BAILLY, D. BEAUFORT



TECHNOLOGIES WALLONNES POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE
AWEX



PAROLES D'AFRIQUE CENTRALE : BRISER LES SILENCES
INSTITUT PANOS, COTA



LA DECENTRALISATION EN AFRIQUE DE L'OUEST : ENTRE POLITIQUE ET DEVELOPPEMENT
ED. KARTHALA